

Royaume du Maroc

Programme de développement des filières agricoles dans les zones montagneuses de la province de Taza (PDFZMT)

PRÊT FIDA N°831 -MA

Rapport de mission de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 1er au 15 décembre 2016
Date du document: 26/01/2017
No. du Projet: 1525
No. du rapport: 4354-MA

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du programme	1
C. Produits et réalisations	2
D. Performances de l'exécution du Programme	7
E. Aspects fiduciaires	9
F. Durabilité	12
G. Impacts	14
H. Conclusion	15

Appendices

Appendice 1:Résumé de l'état d'avancement du projet et notes	17
Appendice 2 :Cadre logique axé sur les résultats révisé	21
Appendice 3: Récapitulation des principales mesures à prendre dans des délais convenus	23
Appendice 4 : Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI	27
Appendice 5 : Questions financières	39
Appendice 6 :Respect des dispositions de l'accord de financement (831-MA), état d'avancement	43
Appendice 7: Gestion des savoirs : apprentissage et innovations	45
Appendice 8 : Questionnaire passation des marchés	49
Appendice 9 : Note détaillée sur les aspects financiers	51
ANNEXES FINANCIERES	55

Sigles et acronymes

ADA	Agence de développement agricole
AGR	Activité génératrice de revenus
AHA	Aménagement hydro-agricole
AMC	Association de microcrédit
ANARBOM	Association nationale des arboriculteurs de montagne du Maroc
ANOC	Association nationale ovine et caprine
AO	Appel d'offres
AT	Assistance technique
AUEA	Association d'usagers d'eau agricole
AUEP	Association des usagers de l'eau potable
BE	Bureau d'études
CE	Crédits d'engagement
CP	Crédits de paiement
CES	Conservation des eaux et des sols
COSOP	Country Strategic Opportunities Programme
CT	Centres de travaux
DIAEA	Direction de l'irrigation et de l'aménagement de l'espace agricole
DP	Direction du Programme
DPA	Direction provinciale de l'agriculture
DPEFLCD	Direction provinciale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification
DPETL	Direction provinciale de l'équipement, du transport et de la logistique
DRA	Direction régionale de l'agriculture
DREFLCD	Direction régionale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification
DRF	Demande de retrait de fonds
ECD	Etat certifié de dépenses
FDR	Fonds de développement rural
FIDA	Fonds international de développement agricole
GIE	Groupement d'intérêt économique
GR	Génie rural
INDH	Initiative nationale de développement humain
MAPM	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime
ODCO	Office de développement de la coopération
ONCA	Office national du conseil agricole
ONEE	Office national de l'eau et de l'électricité
ONG	Organisation non gouvernementale
ONSSA	Office national de la sécurité sanitaire des produits alimentaires
OPA	Organisation professionnelle agricole
PDFAZMH	Programme de développement des filières agricoles des zones montagneuses d'Al Haouz
PDFAZMT	Programme de développement des filières agricoles des zones montagneuses de Taza
PMER	Petite et moyenne entreprise rurale
PMH	Petite et moyenne hydraulique
PMV	Plan Maroc Vert
PPDF	Plan participatif de développement de filières

PTBA	Programme de travail et budget annuels
SAHA	Service d'aménagement hydro-agricole
S&E	Suivi-évaluation
SFDA	Société financière de développement agricole
SMOP	Service de mise en œuvre de projets
SS	Service de support
SVA	Service de vulgarisation et d'appui
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
UGP	Unité de gestion du Programme

A. Introduction

1. Une mission¹ du Fonds international de développement agricole (FIDA) a séjourné au Maroc du 1^{er} au 15 décembre 2016, dans le cadre de la supervision du programme de développement des filières agricoles dans les zones de montagne de la province de Taza (PDFAZMT). La mission a visité des réalisations sur le terrain et a rencontré des représentants des partenaires et des bénéficiaires. Elle a tenu des réunions avec les services techniques de la DPA et avec l'UGP. Au terme de la mission, une réunion de restitution a été tenue à Rabat le 14 décembre au siège de l'Agence de développement agricole (ADA). Le présent rapport relate en détail les réalisations du programme et les conclusions et recommandations de la mission.

2. La mission exprime ses remerciements à Monsieur le Directeur provincial de l'Agriculture de Taza, aux responsables et cadres de l'ADA et des directions centrales du ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime (MAPM), aux responsables, cadres et techniciens de la direction provinciale de l'agriculture et de l'unité de gestion du programme (UGP), aux partenaires du programme et aux populations pour leur collaboration et leur soutien qui ont permis un bon déroulement des travaux.

3. Pour rappel, la durée du programme est de 7 ans. Il est effectif depuis septembre 2011 et l'atelier de lancement a eu lieu le 9 avril 2013. L'achèvement des activités du programme est prévu pour le 30 septembre 2018 et la date de clôture du prêt est fixée au 31 mars 2019. Le coût total du programme est de 39,25 millions de \$US (équivalant à 332,4 millions de DH), dont un prêt et un don du FIDA respectivement de 22,48 millions de \$US et de 0,5 million de \$US. La contribution nationale est de 16,27 millions de \$US dont 12,92 millions de \$US au titre de la contrepartie du gouvernement et 3,35 millions de \$US pour la contribution des bénéficiaires.

4. L'objectif global du programme est de contribuer dans le cadre du plan Maroc vert (PMV)-pilier II, à l'allègement de la pauvreté rurale par la diversification et la croissance, de manière durable, des revenus des femmes, des hommes et des jeunes ruraux pauvres, étroitement associé à une gestion durable des ressources naturelles, qui constituent la base de leur survie. Les objectifs spécifiques sont: i) de diversifier les activités agricoles par la reconversion de superficies en céréales vers des filières plus adaptées et plus rentables, parmi celles identifiées dans le cadre du plan agricole régional; ii) d'intensifier et de valoriser la production des filières ciblées, par la transformation, le conditionnement et l'accès à des marchés rémunérateurs; et iii) de garantir la durabilité du développement agricole par des actions d'accompagnement transverses à caractère économique et social définies en fonction des besoins de la zone du programme.

5. Le programme est articulé autour de trois composantes techniques et d'un dispositif de coordination, de gestion et de suivi-évaluation. Les composantes sont : i) appui au développement de filières agricoles (olives, amandes, viande ovine et caprine et miel) ; ii) appui au développement du financement rural de proximité et promotion des activités génératrices de revenus (AGR) et de la petite et moyenne entreprise rurale (PMER) ; et iii) renforcement des capacités et appui institutionnel.

B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du programme

6. D'une manière générale, le programme a connu un très net ralentissement des réalisations durant l'année 2016 par manque de crédits. En effet, le montant demandé dans le PTBA adressé au FIDA pour les actions hors-pistes et AEP (financées sur le FDR) s'élevait à 17.949.000 DH, alors que les crédits délégués par le MAPM n'ont pas dépassé 1.100.000 DH en crédits neufs, soit 6%. Par ailleurs les délégations de crédits sur le Fonds de développement rural (FDR) n'ont été effectuées qu'en novembre. De ce fait, les réalisations 2016 n'ont porté que sur les actions antérieurement engagées et sur des actions de formation et n'ont pas concerné les unités de valorisation et les infrastructures. Ce retard s'est répercuté sur le niveau des décaissements qui reste faible par rapport au temps consommé par le projet (70% du temps et 23% de décaissement sur le financement FIDA). Sur le plan de la gestion/coordination du programme, le suivi est régulièrement assuré par le DPA, directeur du projet, et une collaboration satisfaisante a été engagée avec certaines institutions partenaires. Toutefois, le suivi de la mise en œuvre des partenariats reste conjoncturel et n'est pas systématique. En outre, il faut signaler que les comités de coordination et de pilotage du programme n'ont pas encore été réunis en 2016. Par ailleurs, il est à signaler que le ciblage des activités engagées, l'organisation des bénéficiaires et le renforcement de leurs capacités sont satisfaisants et

¹ La mission était composée de Mr Naoufel Telahigue, CPM, FIDA, Mr Mohamed Milourhmane, spécialiste en développement rural, Mr Claude Allab, consultant, spécialiste en développement de filières, Mr Benmoussa, consultant, spécialiste en génie rural et infrastructures, Mr Moez Makhoulouf, consultant, spécialiste en gestion financière et Mr Yonas Mekonen, spécialiste en suivi-évaluation et questions environnementales.

que 65% des recommandations de la mission d'examen à mi-parcours ont été mises en œuvre ; la plupart des recommandations non mises en œuvre étant liées à la non disponibilité des crédits nécessaires (voir ci-dessus). Enfin, la probabilité de réalisation des objectifs du projet est élevée pour les activités d'amont et assez bonne pour celles concernant l'aval des filières et les infrastructures (pistes et adduction d'eau potable). Concernant ces dernières, la probabilité sera nettement améliorée avec l'engagement dès le début de l'année de tous les marchés y afférents. En conséquence de tout ce qui précède, la mission juge **moyennement satisfaisant** l'avancement global de la mise en œuvre du programme.

C. Produits et réalisations

Composante 1: appui au développement de filières agricoles

Sous-composante 1.1 : filière olives

7. **Prévisions au titre de 2016.** Les prévisions pour l'exercice 2016 étaient les suivantes : i) établissement d'un bilan des taux d'adoption des pratiques de réhabilitation des producteurs ayant bénéficié des chantiers de réhabilitation ; ii) réalisation de journées de formation ; iii) organisation d'une journée grand public sur les bienfaits de l'huile d'olive ; iv) organisation de voyages d'études pour les agriculteurs et pour le personnel ; et v) mise en place d'une unité de conserve d'olives de table de dimension moyenne et de deux unités de conserve d'olives traditionnelles.

8. **Réalisations 2016.** Les réalisations de l'exercice ont porté sur ce qui suit : i) le bilan des taux d'adoption des pratiques de réhabilitation a été produit (ces taux sont globalement faibles, inférieurs à 10% après une année, mais atteignent près de 20% après 2 ans) ; ii) les journées de formation et de sensibilisation ainsi que les voyages d'études n'ont pas eu lieu ; et iii) des études architecturales et environnementales pour les deux unités de conserve d'olives traditionnelles sont en cours d'engagement et devraient être achevées début 2017, comme préalable à leur construction prévue pour 2017.

9. **Réalisations cumulées.** Au total, et depuis le démarrage du Programme, les réalisations suivantes ont été enregistrées : i) le programme de plantation a été réalisé sur une superficie de 1877 ha, soit 90% des prévisions globales, le reste (203 ha) est prévu pour 2017 ; ii) la réhabilitation de vergers existants a été réalisée sur 800 ha (100% des prévisions globales) ; iii) les formations ont été réalisées à 50% avec d'importantes économies sur le coût initialement estimé ; iv) les voyages d'études n'ont pas été réalisés ; v) les études de faisabilité des 3 unités de valorisation ont été réalisées, 3 coopératives ont été constituées et ont mis à disposition des terrains pour la construction des unités. Globalement, on peut estimer que les réalisations cumulées sont à environ 50% des prévisions du Programme toutes opérations confondues, avec un retard dans les réalisations en aval.

Sous-composante 1.2 : Filière amandes

10. **Prévisions au titre de 2016.** Les prévisions pour 2016 ont porté sur ce qui suit : i) achèvement des marchés de travaux de plantation de la 1^{ère} tranche ; ii) tenue d'ateliers de capitalisation des acquis techniques et appréciation de la durabilité des activités (post-entretien à réaliser par les bénéficiaires) ; iii) organisation de journées de formation pour les producteurs et les techniciens ; iv) organisation d'une journée grand public sur les bienfaits de l'huile d'amandes ; v) voyage d'étude pour les agriculteurs et pour le personnel de l'UGP ; vi) construction d'une unité de concassage d'amandes ; et vii) appui à la mise en place et à la mise à niveau de coopératives et d'un GIE dans la filière.

11. **Réalisations 2016.** Les réalisations de l'exercice ont porté sur ce qui suit : i) les travaux de plantation ont été réalisés sur 640 ha et 300 ha sont en cours d'engagement ; ii) l'ensemble des formations et voyages d'études programmés à l'intention des producteurs et des coopératives a pu être réalisé ou est en cours de réalisation ; iii) la journée grand public et les voyages d'études pour les techniciens n'ont pas été réalisés ; iv) 2 coopératives se sont constituées et 3 ont bénéficié d'un appui pour leur mise à niveau réglementaire, tandis qu'un GIE est en cours de formalisation ; v) l'étude architecturale et environnementale pour l'unité de concassage d'amandes est en cours d'engagement..

12. **Réalisations cumulées.** Au total, et depuis le démarrage des interventions sur la filière amandes, les réalisations cumulées ont été les suivantes : i) réalisation de plantations (avec

impluviums antiérosifs) sur 1143 ha (en comptant les superficies en cours d'engagement), soit 71% des prévisions (1600 ha) après les réajustements de la revue à mi-parcours (90% avec les plantations en cours d'engagement) ; ii) les formations à l'intention des producteurs et des coopératives auront été réalisées à 100% avant la fin de l'année 2016 ; iii) les voyages d'études n'ont pas été réalisés ; iv) 9 coopératives ont été constituées et accompagnées et un GIE, qui portera l'unité de valorisation, est en cours de constitution. Globalement, les réalisations cumulées sont à 70% des prévisions du Programme du fait du retard dans le lancement des activités à l'aval de la filière.

13. Justifications des retards pour les deux sous-composantes. La mise à la disposition de l'UGP des crédits ne s'est pas faite de manière suffisante en 2016, ce qui n'a pas permis d'engager l'ensemble des activités prévues, notamment en aval. La nécessité de programmer en premier lieu les études architecturales avant de pouvoir demander les crédits de construction de ces unités, qui n'avait pas été anticipée, a engendré une année supplémentaire de retard pour le lancement des constructions.

14. Recommandations pour les deux filières olives et amandes

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Engager le programme de plantation restant (203 ha oliviers et 460 ha amandiers)	Janvier 2017	UGP, SMOP
2. Engager la construction et l'équipement des unités de valorisation (UV)	2 ^{ème} semestre 2017	UGP, SMOP
3. Engager un programme de formation sur la gestion des UV et sur la préparation de business plan pour les coopératives et GIE	Février 2017	UGP, SMOP

Sous-composante 1.3 : filière viande

15. Prévisions au titre de 2016. Au titre de l'exercice 2016, les actions suivantes étaient prévues : i) appui à la filière par la mise en œuvre de la convention avec l'ANOC ; ii) formations et voyages d'études ; iii) plantation d'une superficie de 400 ha d'arbustes fourragers sur des terrains collectifs sous réserve de trouver le terrain convenable.

16. Réalisations 2016. Les réalisations de l'exercice n'ont porté que sur la mise en œuvre de la convention par l'ANOC qui s'est poursuivie (302 éleveurs contactés en vue de la création de 2 nouveaux groupements², dont 115 ont bénéficié d'une session de 2 jours de sensibilisation/formation sur l'amélioration génétique ; à ce jour 38 éleveurs seulement se sont acquittés de leur cotisation à l'ANOC). Les formations et voyages d'étude n'ont pas été réalisés et les plantations d'arbustes fourragers ne semblent pas envisageables du fait du peu d'intérêt des éleveurs.

17. Réalisations cumulées. En cumulé, depuis le démarrage de la sous-composante : i) 302 éleveurs ont été contactés sur les 600 prévus par la convention (50%) ; ii) l'ANOC a réalisé à 100% le programme de sensibilisation prévu mais sans aboutir au résultat escompté en matière de constitution de groupements (12% des éleveurs contactés ont adhéré à l'ANOC) ; iii) les formations et voyages d'études n'ont pas été réalisés ; iv) la plantation d'arbustes fourragers et la construction de 4 centres d'affouragement n'ont pas pu être réalisées en raison, respectivement, de l'indisponibilité des terrains nécessaires du fait de la réticence des éleveurs, et du refus de l'ANOC de s'engager dans la construction et la gestion dudit centre suite au recentrage de ses activités. La mission a d'ailleurs convenu avec l'UGP d'utiliser les ressources initialement allouées à ces deux actions pour l'acquisition de produits pour le traitement des abeilles contre la varroase, la construction d'autres points d'eau d'abreuvement du cheptel et pour l'appui en matériel aux PMER à créer (voir tableau des recommandations ci-après). Ces propositions devront être intégrées dans la requête de réallocation de fonds suite aux propositions de la revue à mi-parcours à envoyer dans les meilleurs délais au FIDA³.

2 A Bouiblane et Maghraoua.

3 Voir recommandations de la partie financière (section E).

Sous-composante 1.3 : filière miel

18. **Prévisions au titre de 2016.** Les interventions programmées au titre de l'année 2016 concernaient : i) la réalisation de 13 sessions de formation ; ii) l'aménagement de 3 locaux de valorisation de miel ; et iii) l'acquisition de produits anti-varroase pour 1500 ruches.

19. **Réalisations 2016.** i) les sessions de formation ont été réalisées ou sont en cours de réalisation ; ii) les études architecturales des 3 unités de valorisation ont été réalisées pour les 3 sites proposés par les groupements d'intérêt économique (GIE) constitués ; iii) une campagne de traitement anti-varroase a été réalisée sur 1800 ruches et ; iv) 3 nouvelles coopératives apicoles et 1 nouveau GIE ont été constitués.

20. **Réalisations cumulées.** Au total : i) 35 sessions de formation sur les 39 prévues (90%) ont été réalisées ; ii) les études de faisabilité et les études architecturales des unités de valorisation sont réalisées pour les sites mis à disposition par les GIE ; iii) lutte contre la varroase réalisée à 120% ; iv) 75 coopératives constituées, dont 42 affiliées à 3 GIE ; v) 20 extracteurs ont été acquis (100%) et remis aux GIE, mais ne sont pas encore mis en fonction.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Sous-composante III « filière viande rouge »		
1. Activer la mise en œuvre de la convention avec l'ANOC.	Janvier 2017	DPA, SMOP, UGP
2. Utiliser les fonds initialement prévus pour les centres d'approvisionnement en aliments du bétail pour la réalisation d'une campagne de lutte anti-varroase	Février 2017	DPA, UGP, ONSSA
3. Utiliser les fonds initialement prévus pour la plantation de 400 ha d'arbustes fourragers pour les points d'eau et l'appui aux AGR/PMER.	Février 2017	DPA, SMOP, UGP
Sous-composante IV « filière miel ».		
1. Achever toutes les sessions de formation notamment dans les domaines de la préparation de business plan, de la gestion des UV, de la labellisation, de la qualité et de la commercialisation	Février 2017	UGP, SMOP
2. Effectuer les traitements contre la varroase en collaboration avec l'ONSSA sur les fonds dégagés des centres d'approvisionnement en aliments du bétail	Mars 2017	UGP, ONSSA
3. Engager l'étude sur la caractérisation des miels et labellisation	Juin 2017	UGP, SMOP
4. Engager la mise en relation des GIE miel avec des opérateurs commerciaux pour la commercialisation du miel.	2ème trimestre 2017	UGP, SMOP

Actions transverses

21. **PMH.** Les prévisions au titre de 2016 n'ont porté que sur la protection des berges (400 ml de gabions). Les réalisations 2016 ont porté sur le revêtement de 53.9 km de séguia avec les ouvrages de dérivation et les bassins connexes (marchés engagés en 2014 et 2015). Aucune réalisation pour la protection des berges n'a encore été enregistrée. **Les réalisations cumulées** sont de 86 km de revêtement de séguia avec les ouvrages de dérivation et bassins connexes répartis sur l'ensemble des 35 périmètres initialement prévus sur une superficie de 2222 ha, représentant 94% du programme⁴ (les 6% restants représentent les travaux en cours d'achèvement et ceux relatifs aux 5 nouveaux périmètres recommandés par la mission d'examen à mi-parcours, prévus dans le PTBA 2017). Les formations pour les AUEA ont toutes été réalisées. Il est à noter que les travaux réalisés sont de bonne qualité.

22. **Pistes.** Les prévisions pour 2016 ont porté sur l'aménagement de 28 km de pistes sur crédits du fonds de développement rural (FDR). Aucune réalisation n'a été enregistrée, les crédits ayant été délégués tardivement (novembre 2016). Les réalisations cumulées sont de 100 % pour les études techniques et travaux topographiques. Les travaux en cours d'engagement portent sur un linéaire de 15.7 km. A signaler que les prix unitaires des marchés sont le double des estimations initiales, à la conception, ce qui réduira le kilométrage initialement prévu.

23. **Adduction en eau potable.** Le programme des travaux prévus au titre du PTBA 2016 (financés sur crédits FDR) comprend la réalisation de 5 captages de sources, 7 réservoirs semi-enterrés, 10 bornes fontaines et 38 km de canalisations. Aucune réalisation n'a été enregistrée. Cependant, les travaux en cours d'engagement et dont la réalisation est prévue pour l'année 2017

4 En termes de superficie aménagés, le taux de réalisation est de 122% (2222 ha sur 1890 ha prévus).

portent sur 5 forages équipés, 5 réservoirs, 37 bornes fontaines, 80 branchements individuels et 50,7 km de conduites. Globalement, les réalisations cumulées n'ont concerné que les études. Le retard dans le démarrage des travaux est dû au retard des délégations de crédits qui n'ont eu lieu qu'en novembre 2016. Toutefois, avec les travaux en cours d'engagement, le taux de réalisation aura atteint 154% des prévisions initiales.

24. **Points d'eau pour abreuvement de cheptel et abris anti-neige.** Les prévisions au titre de 2016 ont porté sur la réalisation de 4 points d'eau et de 2 abris anti-neige. Les réalisations sont de 5 points d'eau. En cumulé, les réalisations sont de 12 points d'eau sur 18, et de 2 abris anti-neige sur 6 prévus. Six points d'eau et 4 abris anti-neige sont programmés pour 2017. Il est à signaler que les travaux réalisés sont de bonne qualité.

25. **Protection des terres et des infrastructures (PTI).** Il était prévu que les actions de PTI (banquettes, correction de ravins, cordons et murettes en pierres sèches) soient réalisées par les Eaux et Forêts sur leur budget propre dans le cadre d'une convention avec la DPEFLCD. Ladite convention n'a pas été établie. Toutefois, les réalisations des Eaux et Forêts dans la zone du Programme semblent importantes et restent à estimer.

26. Recommandations pour les actions transverses d'infrastructures et aménagements

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1- Déléguer à la DPA les fonds nécessaires à la réalisation des travaux restants et en accélérer la cadence de réalisation	Janvier 2017	MAPM
2- Evaluer les actions réalisées par les Eaux et Forêts dans la zone du Programme	Janvier 2017	UGP, SMOP, DPEFLCD
3- Affecter une partie du budget des centres d'affouragement au profit de l'augmentation du programme de création de points d'eau	Janvier 2017	MAPM, DPA, UGP
4- Etablir les conventions avec les AUEA pour la maintenance des ouvrages de PMH et renforcer leurs capacités	Février 2017	UGP, AUEA
5- Etablir les conventions avec les communes concernées pour la maintenance des pistes et des installations AEP	Février 2017	UGP, Communes ONEE

27. **Appréciation de la mise en œuvre de la composante1.** Compte tenu de ce qui précède, la mission juge **moyennement satisfaisante** la performance du Programme concernant la mise en œuvre des activités de l'ensemble de la composante 1.

Composante 2 : Appui au financement de proximité et promotion des AGR et PMER

Sous-composante 2.1 : financement rural de proximité

28. Initialement, il avait été prévu de conclure des conventions de partenariat avec une AMC et avec Tamwil Al Fellah pour le financement des bénéficiaires du Programme. Lors de la mission d'examen à mi-parcours, il avait été décidé, pour des raisons de désintérêt des AMC, de limiter la collaboration à Tamwil Al Fellah et de réallouer les fonds initialement destinés à l'appui des institutions précitées, à l'acquisition d'équipements pour les AGR et les PMER identifiées par l'étude engagée à cet effet (voir ci-après), étant entendu que Tamwil Al Fellah financerait, à titre de prêt, les besoins en investissements complémentaires et en fonds de roulement de ces AGR/PMER. Des contacts ont été engagés avec cette institution à cet effet.

Sous-composante 2.2 : AGR et PMER

29. **Prévisions au titre de 2016.** Les prévisions au titre de l'exercice portaient sur ce qui suit : i) opérationnalisation des études des AGR et PMER dans la zone du programme par l'accompagnement des 3 GIE de la filière miel et de 4 groupements candidats à se constituer en groupements de prestation de services ; ii) poursuite de l'identification et du montage ou de la mise à niveau de 31 AGR ou PMER ; iii) réalisation d'une formation en matière d'accompagnement pour la création d'AGR et de PMER pour les animateurs, les techniciens en gestion d'entreprises et le responsable au sein de l'UGP ; iv) organisation de sessions de formation au profit des promoteurs d'AGR et de PMER.

30. **Réalisations 2016.** Par rapport à ces prévisions, les réalisations durant l'année 2016 sont les suivantes : i) l'accompagnement des 3 GIE apicoles s'est poursuivi (voir comp. II.4) et 4 groupements

de lauréats de la Maison Familiale Rurale (MFR) de Béni Sadden (Taforhalt) constitués en PMER ont bénéficié d'un suivi-accompagnement de la MFR ; ii) 6 nouveaux groupements de lauréats de la MFR ont été identifiés comme prestataires de services techniques en arboriculture ; les 2 coopératives féminines de valorisation des olives ont été accompagnées par l'UGP et 25 groupements apicoles ont été identifiés pour bénéficier de dotations de 50 ruches ; iii) aucune formation n'a pu être organisée pour le personnel ; iv) le développement du partenariat avec la MFR a permis d'entamer la formation sur 9 mois de 2 nouvelles promotions de 18 jeunes apprenants, dont une exclusivement féminine.

31. **Réalisations cumulées.** Au total, 40 AGR/PMER sur les 150 visées⁵ ont été ou sont accompagnées à différents stades (soit 27%) et la formation par la MFR de Béni Snassen ainsi que l'accompagnement post-formation des promotions de jeunes entrepreneurs est en cours de réalisation.

32. **Appréciation de la mise en œuvre de la composante 2.** Compte tenu de ce qui précède, la mission juge **moyennement satisfaisante** la performance du Programme concernant la mise en œuvre des activités de la composante 2.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Sensibiliser les agriculteurs sur les dispositions en vigueur en matière de financement et les aider à préparer leurs demandes de financement à soumettre à la SFDA.	1 ^{er} semestre 2017	UGP/AT
2. Etablir un cadre de collaboration avec la SFDA pour le suivi des dossiers de demandes de financement des AGR et PMER.	Mars 2017	DPA et UGP
3. Rechercher des financements auprès des institutions et programmes concernés (SFDA, INDH, ADS...) pour atteindre la création de 150 AGR et PMER à la fin du projet.	Février 2017	DPA, UGP/AT et partenaires
4. Cibler les formations des PMER sur les aspects de maintenance des équipements des UV et d'animation-accompagnement de la mise en marché des produits des filières appuyées par le programme	Février 2017 puis continu	DPA, UGP/AT, MFR
5. Lancer rapidement le programme de renforcement des capacités en matière d'accompagnement pour la création d'AGR et de PMER, au profit des animateurs, des techniciens en gestion d'entreprises	Février 2017	DPA, UGP/AT et ONCA

Composante 3 : renforcement de capacités

33. **Formations et sensibilisation.** Le bilan global des formations dispensées aux différentes catégories de bénéficiaires est excellent dans la mesure où 293 sessions ont été organisées pour près de 4300 bénéficiaires (dont 710 femmes), par rapport à des prévisions globales de 373 sessions, soit un taux de réalisation de 79%, avec un taux de participation aux formations de 90% ; mais certaines difficultés à assimiler les aspects marketing et valorisation ont été relevées, et ce en raison du fait que les formations dispensées dans ce domaine sont restées théoriques dans la mesure où la majorité des OPA participantes ne pratiquent pas encore la valorisation et la commercialisation proprement dites. Pour 2016, les prévisions ont porté sur 31 sessions et les réalisations n'ont été que de 14 sessions et ce en raison de l'insuffisance des crédits délégués. Par ailleurs, l'équipe du Programme s'est beaucoup investie dans le travail d'animation et de sensibilisation : ainsi, plus de 500 séances de sensibilisation ont été réalisées. Il est recommandé de suivre un échantillon de bénéficiaires formés pour mesurer les effets des formations, notamment les progrès réalisés en matière de taux d'adoption des techniques enseignées.

34. **Alphabétisation fonctionnelle.** Le programme d'alphabétisation a démarré cette année par la conclusion de conventions de partenariat avec 3 associations de développement pour l'alphabétisation d'une première tranche de bénéficiaires de 1440 personnes sur les 3000 ciblées (soit 100% par rapport aux prévisions 2016 et 48% par rapport aux prévisions globales du programme) dont 960 femmes. Les sessions sont en cours d'achèvement. Le reste du programme sera lancé en 2017. La mission a constaté l'intérêt des apprenants et les progrès accomplis dans les domaines de l'écriture, de la lecture et du calcul ainsi que bon taux de présence aux séances d'alphabétisation (85%). Une évaluation du programme sera faite fin 2016. Il est recommandé, comme prévu dans le

⁵ Il avait été prévu dans le rapport de conception, qu'au terme du programme, et grâce à des cofinancements à rechercher auprès de divers autres programmes nationaux de création d'AGR et de PMER, 150 projets seraient ainsi créés.

rapport de conception, d'organiser les bénéficiaires de l'opération, notamment les femmes, en groupements pour engager des activités génératrices de revenus.

35. Organisation des bénéficiaires. L'équipe du Programme a engagé un important programme d'organisation des bénéficiaires en coopératives, associations (AUEA) et GIE. Ainsi, 109 organisations ont été créées par le Programme, portant à environ 140 le nombre total d'organisations existant dans la zone, dont 62 se sont regroupées dans 7 GIE (dont 2 sont en cours de constitution). Toutefois, à part quelques rares exceptions, ces organisations sont encore très fragiles sur le plan de leur organisation et de leur gestion. La quasi-totalité des GIE et coopératives sont au stade embryonnaire sur ces aspects et n'ont aucune visibilité ni vision sur leurs activités futures. La majorité ne disposent ni de plans stratégiques de développement à moyen et long terme, ni de business plans. Elles n'ont aucune expertise en matière de valorisation des produits et de marketing. Les AUEA se limitent à l'organisation des tours d'eau entre leurs membres et à la réalisation de rares travaux d'entretien. Elles mobilisent pour cela des cotisations des bénéficiaires, qui restent très insuffisantes par rapport aux besoins d'entretien et de gestion.

36. Appréciation de la mise en œuvre de la composante 3. Compte tenu de ce qui précède, la mission juge **satisfaisante** la performance du Programme concernant la mise en œuvre des activités de la composante 3.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Etablir un plan de renforcement de capacités pour les 2 années restantes du programme	Janvier 2017	UGP/AT, ONCA
2. Mettre en place un système de suivi de ces formations avec des enquêtes périodiques auprès d'un échantillon représentatif des bénéficiaires sur les taux d'adoption des techniques apprises	Février 2017 puis continu	UGP/AT, ONCA
3. Renforcer le programme de formation des OPA en matière de valorisation, de commercialisation, d'élaboration de plans de développement stratégique et de business plans	Février 2017	UGP/AT, ONCA
4. Stimuler l'organisation des femmes en groupements par l'intermédiaire des cours d'alphabétisation fonctionnelle et leur intégration dans des initiatives existantes ou la création d'activités génératrices de revenus.	Mars 2017	UGP/AT

D. Performances de l'exécution du Programme

37. Gestion et coordination du programme. La gestion du Programme est assurée par une UGP appuyée par une assistance technique privée. Tous les profils prévus ont été mobilisés selon les besoins et avec la logistique requise. L'assistance technique est composée: i) d'un directeur-adjoint, ii) d'un comptable, iii) de quatre ingénieurs (agroéconomiste, horticole, génie rural, zootechnicien), iv) d'un sociologue, v) d'un spécialiste en finance rurale, activités génératrices de revenus et petites et moyennes entreprises rurales, vi) de quatre techniciens (horticulture, génie rural, production animale et PMER) et vii) de deux animateurs/animateuses. Toutefois, il s'est avéré que la durée de mobilisation de certains profils a été consommée ; c'est le cas notamment du comptable, du responsable de la promotion des AGR et PMER, du spécialiste GR et du spécialiste en suivi-évaluation. Par ailleurs, le comité provincial de coordination et le comité national de pilotage ne se sont pas encore réunis en 2016. La gestion/coordination du Programme est par conséquent jugée **moyennement satisfaisante**.

38. Concordance entre les prévisions du PTBA et les réalisations du Projet. Le taux global d'exécution des prévisions du PTBA de 2016 tel qu'il avait été adressé au FIDA est très faible dans la mesure où les délégations de crédits par le MAPM n'ont couvert qu'une partie des propositions contenues dans le PTBA. ⁶En outre, les crédits sur le fonds de développement rural n'ont été délégués à la DPA qu'en novembre 2016. Ceci s'est traduit par de très faibles réalisations qui se sont limitées à la poursuite des activités engagées antérieurement. Par ailleurs, la mission a constaté que le PTBA n'a pas été actualisé pour tenir compte des réallocations de ressources financières effectuées lors de la mission d'examen à mi-parcours. La concordance entre les prévisions du PTBA et les réalisations du Programme est par conséquent jugée **insatisfaisante**.

39. Suivi-évaluation. La mission note le changement intervenu à deux reprises du responsable de suivi-évaluation et que les indicateurs du cadre de gestion des résultats ne sont pas mis à jour et donc, moins de 24 mois avant l'achèvement initial, un aperçu des progrès consentis vers la réalisation

6 Voir section E sur les aspects financiers.

des indicateurs de résultats escomptés est indisponible, exception faite de la fonctionnalité des OPA et des taux d'adoption des techniques préconisées. De plus, l'enquête de base qui avait fait l'objet d'un marché n'a pas abouti et ledit marché a donc été résilié⁷. Par ailleurs, elle note l'absence d'un calendrier d'enquêtes pour alimenter le système de suivi-évaluation. En outre, et en l'absence d'une évaluation des indicateurs de résultats, le système ne peut pas servir à la prise de décision concernant la mise en œuvre des activités. La mission juge donc **moyennement satisfaisante** la qualité du système de suivi-évaluation du Programme et recommande : i) d'engager rapidement une enquête auprès d'un échantillon d'agriculteurs/éleveurs n'ayant pas bénéficié des activités du projet pour évaluer les indicateurs devant servir de comparaison par rapport aux résultats atteints chez ceux qui ont bénéficié du projet ; ii) d'engager les enquêtes pour évaluer les premiers effets des activités achevées.

40. Aspects genre et équité hommes-femmes. L'UGP a déployé des efforts appréciables pour intégrer les femmes dans les filières retenues par le programme. L'UGP a porté une attention particulière à la mobilisation des femmes, à leur formation et a encouragé leur intégration dans les OPA (20% de femmes adhérentes et 36% de femmes membres des organes d'administration des OPA) ou l'établissement d'OPA spécifiquement féminines. On constate également une assez bonne participation des femmes aux programmes de renforcement des capacités techniques (27% de femmes bénéficiaires des sessions de formation technique concernant le développement des filières). En conséquence, la mission juge **satisfaisante** la prise en compte de la problématique genre dans la mise en œuvre du Programme si on tient compte des contraintes sociologiques dans la zone.

41. Degré de focalisation du projet sur la lutte contre la pauvreté. La zone du programme est constituée, dans sa plus grande partie, d'une population caractérisée par un taux de pauvreté et de vulnérabilité très élevé⁸. Conformément aux orientations du rapport de conception, toutes les activités du projet ont ciblé cette population⁹. Par ailleurs, ces activités concourent toutes à améliorer les revenus des bénéficiaires, et donc à réduire notablement la pauvreté dans la zone. En conséquence, la mission juge **satisfaisant** le degré de focalisation des activités du projet sur la lutte contre la pauvreté.

42. Qualité du ciblage des bénéficiaires. Le ciblage prévu dans le rapport de conception est bien respecté pour toutes les actions déjà lancées. Ainsi les bénéficiaires des actions d'extension et de réhabilitation des plantations d'olivier ont moins de 1,25 ha, les bénéficiaires des activités de PMH ont moins de 0,75 ha, ceux du développement de la filière apicole ont en moyenne 2 à 3 ruches. Il faut toutefois noter que quelques éleveurs ovins moyens bénéficient aussi des actions de développement de la filière. En ce qui concerne les activités d'aval et de création d'AGR et de PMER à lancer, le programme cible également les petits producteurs ainsi que les femmes et les jeunes sans emploi. A ce jour, les activités ont touché, directement et indirectement, environ 19.000 bénéficiaires¹⁰, soit 40% du nombre initialement prévu à la conception du projet (48.000). Avec l'engagement, durant les deux années restantes, des activités d'infrastructures, de construction des unités de valorisation, de création d'AGR/PMER et de renforcement des capacités, il est prévu d'atteindre environ 39.000 bénéficiaires, soit 80% des prévisions¹¹. En conséquence de ce qui précède, le ciblage des bénéficiaires est jugé **satisfaisant**.

43. Innovations et leçons apprises¹². Le projet a introduit dans la zone plusieurs **innovations** significatives : i) l'élaboration de plans participatifs de développement de filières ; ii) la constitution d'OPA de 2^{ème} niveau (GIE) ; iii) la mise en œuvre d'une approche de développement de filières de l'amont à l'aval ; iv) l'engagement d'un partenariat avec la MFR pour la formation-accompagnement de jeunes promoteurs de PMER dans divers domaines du développement des filières. Toutefois, peu d'actions sont menées en termes de communication autour de ces innovations et l'équipe du projet ne comprend pas de cadre dédié spécifiquement à la gestion des savoirs générés par le Programme. **Les leçons apprises** ont porté principalement sur les aspects suivants : i) les PPDF constituent un outil essentiel pour la mise en œuvre des actions, mais la durée de leur préparation devra être réduite pour ne pas en retarder la mise en œuvre ; ii) une assistance technique privée multidisciplinaire est

7 Suite à cette résiliation, il avait été décidé de considérer les résultats de l'enquête rurale participative (ERP) réalisée lors de la conception du projet comme reflétant la situation de référence.

8 Jusqu'à 66% dans les communes de haute montagne. Lors de l'enquête rurale participative engagée lors de la conception du projet, il s'est avéré que 90% de la population enquêtée était pauvre à très pauvre et appartenait donc au groupe-cible du FIDA.

9 Voir ci-dessus paragraphe 46 sur le ciblage.

10 Il s'agit du nombre de bénéficiaires touchés par toutes les activités du projet prises séparément.

11 Idem.

12 Voir Appendice 7.

essentielle vu la faiblesse des ressources humaines des DPA ; iii) l'approche intégrée de développement des filières est la plus adéquate pour le développement des zones de montagne ; iv) la disponibilité en ressources financières nécessaires et leur délégation aux agences d'exécution à temps sont primordiales ; v) les partenariats institutionnels sont d'une importance capitale pour une convergence d'action et la levée de cofinancements pour certaines activités des projets telles que la création d'AGR et de PMER. Compte tenu de ce qui précède, la mission juge **moyennement satisfaisantes** les performances du projet.

44. **Prise en compte des aspects environnementaux et climatiques.** La mise en œuvre du programme prend en ligne de compte les impératifs de résilience au changement climatique et de préservation des ressources naturelles. Ainsi, la réalisation des aménagements hydro-agricoles, l'amélioration des techniques d'irrigation, le renforcement des capacités des AUEA, contribuent à améliorer la gestion rationnelle de l'eau et à préserver les ressources hydriques. Les nouvelles plantations contribuent à mieux fixer le sol et donc à lutter contre l'érosion. La réhabilitation des vergers, en développant les bonnes pratiques de conduite des vergers (fertilisation organique et minérale raisonnée, utilisation rationnelle des produits phytosanitaires) est de nature à limiter les impacts environnementaux et à préserver les ressources naturelles. La conception des unités de valorisation respectera les impératifs environnementaux. Compte tenu de ce qui précède, la mission juge **satisfaisantes** les performances du projet dans ces domaines.

45. **Partenariats.** Le programme a conclu 73 conventions avec les coopératives et GIE porteurs des projets, mais pas avec les AUEA sur les aspects entretien et gestion du réseau aménagé. Elle a également conclu des conventions avec l'ANOC pour la mise en œuvre de la sous-composante développement de la filière viande rouge, avec des associations de développement pour le volet alphabétisation, avec la MFR des Béni Sadden pour la formation de jeunes ruraux et avec l'ONEE-eau pour la mise en œuvre des activités d'AEP. Par contre, la convention avec les Eaux et Forêts et l'Équipement n'ont pas été établies. Pour l'ONCA, l'ONSSA et la SFDA, la collaboration se poursuit dans le cadre des conventions conclues au niveau central entre l'ADA et ces institutions. Toutefois, le suivi de la mise en œuvre de ces conventions reste conjoncturel et n'est donc pas systématique, avec des réunions d'évaluation des progrès régulières. Compte tenu de ce qui précède, la mission juge **moyennement satisfaisantes** les performances du projet en matière de partenariat.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1.Établir un avenant au contrat d'assistance technique pour augmenter les durées de mobilisation des spécialistes-matière : 27 mois pour le comptable, 5 mois pour le spécialiste AGR/PMER, 3 mois pour le spécialiste en suivi-évaluation et 12 mois pour le spécialiste en génie rural (à titre de régularisation)	Janvier 2017	DPA
2.Réunir les deux comités de coordination/pilotage du programme	Janvier 2017	MAPM, DPA
3.Établir un calendrier des enquêtes pour l'établissement de la situation de référence et pour l'évaluation des résultats du programme et engager ces enquêtes	Mars 2017	UGP/AT
4.Revoir le nombre de personnes touchées en supprimant les double comptage	Février 2017	UGP/AT
4.Documenter les expériences réussies et communiquer autour du Programme	Avril 2017	UGP/AT
5.Renforcer la collaboration avec les institutions partenaires du programme et établir un plan de suivi des conventions et accords de collaboration, avec des réunions périodiques (trimestrielles) d'évaluation des réalisations	Février 2017 puis fréquence trimestrielle	DPA/UGP/AT

E. Aspects fiduciaires¹³

46. **Gestion financière.** Le système de gestion de la comptabilité publique GID ne permet pas d'établir des rapports financiers portant sur les engagements et les paiements par catégorie, composante, sous-composante et par source de financement, et que le projet ne dispose pas d'un logiciel comptable pour arrêter ces rapports, le suivi financier du projet est effectué sur Excel par le responsable du suivi-évaluation. Il est à noter que l'ADA est en train de développer un système de reporting financier pour gérer l'ensemble des projets financés par des bailleurs de fonds extérieurs.

13 Pour de plus amples détails, voir appendice 9.

Compte tenu d'une part du retard d'exécution du projet, des délais de paiements trop longs des fournisseurs, de l'absence d'un système comptable informatisé, et d'autre part de la présentation de situations financières acceptables, d'un bon classement et archivage des documents comptables et légaux (dossier d'appels d'offres, contrats, offres des fournisseurs, etc.), la gestion financière du projet est jugée **modérément satisfaisante**.

47. La mission a constaté que le contrat du comptable arrive à terme le 15 janvier 2017, et afin d'assurer une continuité dans la préparation des états financiers, la mission réitère sa recommandation formulée lors de la mission de revue à mi-parcours de procéder à une **extension du contrat du comptable jusqu'à la clôture du projet. Ce contrat peut être flexible pour tenir compte des besoins réels du projet.**

48. **Elaboration du PTBA.** La préparation du PTBA 2016 a connu des dysfonctionnements dans la programmation et par conséquent des divergences entre actions programmées et crédits délégués. Ce dysfonctionnement a eu pour conséquence une absence de crédits neufs au titre de l'exercice, ce qui s'est traduit par une limitation à la poursuite des actions antérieurement engagées sans presque aucune action nouvelle. En outre, le budget délégué pour la réalisation des pistes et de l'AEP n'a été délégué qu'en novembre 2016, ce qui a retardé l'exécution des travaux qui ne seront exécutés qu'en 2017. **La mission recommande de présenter un PTBA cohérent, incluant toutes les actions qui seront entreprises au cours de l'année en question.** La mission a aussi vérifié la cohérence entre le PTBA 2017 et le PPM 2017 et y a apporté certains ajustements. **Elle a insisté, à l'issue de la mission¹⁴, sur l'urgence de soumettre au FIDA pour non objection, avant fin décembre 2016, le PTBA 2017 révisé en tenant compte des recommandations de la mission.**

49. **Décaissement (insatisfaisant)¹⁵.** Les flux de fonds sur les ressources du prêt et du don sont effectués selon la procédure de remboursement des dépenses préfinancées. A moins de deux ans de la date d'achèvement du projet, les décaissements sur le prêt sont très faibles. En effet, les décaissements s'élèvent au 30 novembre 2016, à 4,827 MUSD (3,446 MDTS), soit 23% du montant total du prêt (cf. Annexe financière, Tableau 4C-a). Il est à noter que le projet a préfinancé des dépenses s'élevant à 25,312 MDH, soit 2,552 MUSD (1,885 MDTS) et n'a pas encore adressé une DRF au FIDA pour se faire rembourser. Compte tenu de ces avances et une fois remboursées par le FIDA, les décaissements s'élèveraient à 7,4 MUSD (5,3 MDTS), soit 36% du prêt.

50. Le montant total décaissé sur le don correspond uniquement à la première DRF et s'élève à 0,074 MDTS et représente 22% du montant total du don (cf. Annexe financière, Tableau 4C-b). Par ailleurs, une DRF d'un montant de 1,150 MDH, soit 0,086 MDTS a été adressée par la DPA à la direction du budget le 08 janvier 2016, mais n'a pas encore été adressée au FIDA. **La mission recommande d'adresser au FIDA deux DRF, une sur le prêt et une sur le don, avant la fin de 2016 afin de respecter les clauses contractuelles de l'Accord de financement et de la lettre à l'emprunteur. La mission rappelle que conformément au manuel des décaissements du FIDA, les remboursements doivent être demandés au plus tard 90 jours calendaires à compter de la date de paiement par l'emprunteur.**

51. Par ailleurs, une erreur d'affectation des paiements entre les catégories 7 "Contrat de prestation de services" et 8 "Etudes" s'est glissée dans la DRF n° 8 & 9 et reprise par le FIDA pour un montant de 3.572.910 DH. **Il convient d'affecter ce montant à la catégorie 7 et non pas à la catégorie 8.**

52. **Prévisions de décaissements sur le prêt et sur le don.** Une situation prévisionnelle des décaissements sur le prêt et le don a été arrêtée sur la base des engagements non encore payés, des marchés en cours d'engagement et des activités prévues dans le PTBA 2017. Il ressort de cet état que dans le cas où tous les marchés prévus dans le PTBA 2017 seront exécutés, **il y aurait à la date de clôture, un reliquat sur le prêt de 5 MDTS, soit 34% du montant du prêt.** Toutes les catégories enregistreraient des reliquats importants, à l'exception de la catégorie 7 qui enregistrerait un dépassement de 0,647 MDTS. En revanche, le don enregistrerait un dépassement de 0,126 MDTS. **La mission a rappelé que seuls les marchés exécutés et réceptionnés avant la date d'achèvement du projet, fixée au 30 septembre 2017, sont éligibles au financement sur le prêt et sur le don et insisté¹⁶ sur l'urgence d'adresser au FIDA une requête de réallocation des fonds par catégorie sur la base des recommandations de la mission d'examen à mi-parcours, de celles**

¹⁴ Lors de la réunion de synthèse à la DPA de Taza et lors de la réunion de restitution des travaux de la mission tenue à l'ADA le 14 décembre.

¹⁵ Voir appendice 5, tableau 5C.

¹⁶ Idem.

de la présente mission et en tenant compte des dépassements précités (actuels et prévisionnels).

53. **Fonds de contrepartie (modérément insatisfaisant).** Cette contrepartie constitue la contribution du gouvernement au financement du programme et porte sur le paiement des taxes et des frais de fonctionnement nécessaires à la mise en œuvre du programme ainsi que sur la contribution du FDR pour le financement des actions d'AEP et de pistes rurales. A la date de la mission, cette contribution cumulée représente 19% des prévisions initiales. Pour l'exercice 2016, la contrepartie FDR n'a été déléguée qu'en novembre, ce qui a décalé la réalisation de ces actions. En outre, et compte non tenu du FDR, la délégation des crédits neufs de paiement s'est limitée à 1,1 MDH, alors qu'à ce jour, il n'y a pas eu de délégation de crédits d'engagement.

54. **Respect des dispositions de l'accord de financement.** Les dispositions de l'Accord de financement sont respectées dans leur globalité. Toutefois, compte tenu de ce qui précède concernant les fonds de contrepartie, la conformité aux accords de financement est jugée **modérément satisfaisante**¹⁷.

55. **Passation de marchés.** Le processus de passation des marchés (lancement des appels d'offres, ouverture des plis, dépouillement des offres, engagement et exécution des marchés) se fait conformément aux procédures de passation des marchés nationales, qui sont jugées acceptables par le FIDA. A l'exception des marchés dont les montants sont inférieurs à 2.000.000 DH pour les travaux et 1.000.000 DH pour biens et services de consultants, tous les marchés font l'objet de non objection du FIDA aussi bien sur les dossiers d'appels d'offres que sur les rapports de dépouillement. La qualité de la passation des marchés a été jugée **modérément satisfaisante**¹⁸.

56. **Registre des contrats et des immobilisations.** La DPA tient un registre manuel des immobilisations acquises dans le cadre du projet. L'UGP tient un registre des contrats sur Word, comportant des informations relatives aux contrats conclus dans le cadre du projet. Cependant, ce registre n'est pas conforme au format préconisé par le FIDA. La mission a transmis un modèle de registre de contrats et **recommande de le mettre à jour d'une façon continue.**

57. **Examen d'un échantillon de dépenses.** L'examen a porté sur un échantillon de 15 demandes de paiement, dont 14 sur le prêt et 1 sur le don, totalisant 8,145 MDH. Cet examen a révélé les principales faiblesses suivantes :

- des délais de paiements extrêmement longs dépassant dans certains cas les 12 mois. Ces retards sont dus à l'envoi tardif par la DPA des demandes de paiements à la trésorerie provinciale de Taza.
- les demandes de visa de la trésorerie provinciale de Taza pour la signature des contrats lui sont généralement adressées par la DPA en fin d'année. Ainsi, en général les visas sont datés du 31 décembre, et par conséquent, le démarrage de l'exécution des contrats ne pourrait commencer qu'à compter de cette date. Autrement dit, très peu de contrats sont signés en dehors du mois de décembre de chaque année.

58. **Audit.** Les auditeurs de l'IGF (Inspection Générale des Finances) ont rendu leur rapport d'audit de l'exercice 2015 dans les délais. Les auditeurs ont émis une certification sans réserves des états financiers du projet arrêtés au 31 décembre 2015. Par ailleurs, les auditeurs ont relevé plusieurs faiblesses de contrôle interne. En revanche, le rapport d'audit ne présente pas les états financiers conformément aux modèles préconisés par le FIDA. Ainsi, compte tenu de ce qui précède, la qualité et la ponctualité des rapports d'audit sont jugées **modérément satisfaisantes.**

59. **Plan d'action.** Les actions nécessaires sont présentées ci-après.

Mesures convenues	Responsabilité	Echéance
1. Etendre le contrat du comptable jusqu'à la clôture du projet	DPA	Décembre 2016
2. Allouer au projet les budgets prévus dans le PTBA.	MAPM	Décembre 2016
3. Veiller à la cohérence du PTBA et soumettre au FIDA le PTBA 2017 pour NO	ADA, DPA	Décembre 2016
4. Adresser au FIDA deux DRF, une sur le prêt et une sur le don.	ADA, DB (MEF)	Décembre 2016

¹⁷ Voir appendice 6.

¹⁸ Voir appendice 8 : questionnaire passation des marchés.

5. Estimer la contribution des bénéficiaires et l'inclure dans les tableaux financiers.	UGP/DPA	Continu
6. Respecter les clauses contractuelles dans la remise des rapports financiers au FIDA pour l'exercice 2016.	ADA, DPA	30 avril 2017
7. Adresser une requête de réallocation des fonds par catégorie suite à la revue à mi-parcours et pour tenir compte des dépassements prévisionnels dans certaines catégories de dépenses.	ADA, DPA/UGP	31 janvier 2017
8. Réduire les délais de paiements des fournisseurs.	DPA/Trésorier provincial	Continu
9. Présenter des états financiers dans le rapport d'audit conformément au format préconisé par le FIDA.	UGP/DPA/IGF	Continu

F. Durabilité

60. Durabilité institutionnelle. Le programme s'inscrit dans le cadre des stratégies du gouvernement sur le long terme en matière de lutte contre la pauvreté, de développement agricole et rural et de renforcement des capacités des agriculteurs (Initiative nationale de développement humain, plan Maroc vert- pilier II, stratégie de développement rural et stratégie de conseil agricole). Ce qui garantit que la continuité des interventions sera assurée par ces structures au-delà de la période d'exécution du projet. Toutefois, les structures d'encadrement de proximité des bénéficiaires du programme restent encore insuffisamment dotées en termes d'effectifs du personnel, de profils adéquats et de moyens. Il est à espérer et recommandé que les ressources humaines et les moyens nécessaires soient mis en place pour prendre la relève de l'équipe du projet. Par ailleurs le renforcement des OPA en tant qu'organisations porteuses des projets engagés dans le cadre du Programme contribue à la durabilité institutionnelle. Par conséquent, la mission juge **satisfaisant** cet aspect de la durabilité.

61. Durabilité sociale (autonomisation). L'organisation des bénéficiaires des activités du programme en associations, groupements et coopératives pour accompagner sa mise en œuvre et prendre en charge la gestion des réalisations, constituent des gages de durabilité des investissements engagés. On note toutefois que les organisations de producteurs restent encore fragiles et qu'elles nécessitent encore du renforcement de capacités dans les domaines techniques, de gestion, de stratégie de développement à long terme et de développement de l'esprit entrepreneurial. En conséquence, la mission juge encore **modérément satisfaisante** l'autonomisation des bénéficiaires.

62. Durabilité économique et financière. Les actions prévues par le projet en termes d'investissements physiques, de formation et d'accompagnement pour le développement des filières appuyées, à l'amont et à l'aval, auront pour résultat une amélioration consistante et durable des revenus des bénéficiaires. Toutefois, ces impacts restent encore théoriques dans la mesure où les activités ne sont pas encore engagées. De plus, les mécanismes de financement des petits agriculteurs et de leurs coopératives, mis en place par le MAPM et le Crédit agricole du Maroc, par le biais d'une institution financière dédiée à ces catégories d'acteurs économiques (la société financière de développement agricole, plus connue sous son nom commercial de Tamwil al Fellah), pour le financement de leurs investissements propres au niveau de leurs exploitations et des unités de valorisation, constitue un gage de durabilité économique et financière. Toutefois, les bénéficiaires n'y font pas encore recours au niveau souhaité. .

63. Durabilité technique. On ne peut pas encore apprécier la durabilité technique des investissements à l'aval des filières dans la mesure où ces investissements n'ont pas encore été réalisés. Il est donc recommandé que le projet suive de très près la réalisation des travaux de plantation, d'aménagement, d'infrastructure et de construction et d'équipement des unités de valorisation pour s'assurer de la qualité de leur exécution.

64. Durabilité environnementale. Le projet contribue durablement à la protection de l'environnement et intègre systématiquement les externalités environnementales négatives, y compris sur les réalisations prévues en aval des filières à travers des études d'impact environnemental ex-ante. Les extensions de plantations effectuées en bour sur des terrains en pente initialement cultivés en céréales très peu productives, permettront non seulement une amélioration notable des revenus, mais aussi de fixer les sols qui, autrement, auraient été fortement érodés. Les actions de formation permettent de disséminer les bonnes pratiques de conduite des vergers (fertilisation organique et

minérale raisonnée, utilisation rationnelle des produits phytosanitaires, réalisation d'impluvium). La réalisation des aménagements hydro-agricoles et le renforcement des capacités des AUEA contribuent à la gestion rationnelle des périmètres, l'amélioration des techniques d'irrigation et l'économie de l'eau.

65. Participation des bénéficiaires. La participation des bénéficiaires au projet est jugée **satisfaisante** dans la mesure où : i) les formations ont enregistré des taux de participation élevés par rapport aux effectifs attendus des sessions organisées (autour de 90% tous thèmes confondus) ; ii) les bénéficiaires participent aux travaux de plantation ; iii) les coopératives auxquelles les périmètres de plantation ont été cédés ont commencé à en assurer la gestion collective ; iv) les coopératives qui vont bénéficier des unités de valorisation ont mis à disposition les terrains nécessaires pour la mise en place de ces unités.

66. Efficacité des prestataires de services. Le programme a engagé des marchés avec différents prestataires de services (études, formations, fournitures et travaux). Globalement, l'efficacité de leurs prestations, soit en termes de qualité des prestations ou en termes d'exécution dans les délais requis, est très bonne. Ainsi, sur les 206 marchés engagés, seuls 3 ont été résiliés pour mauvaises performances et 7 ont connu des retards de réalisation. En définitive, les performances des prestataires de services sont jugées **satisfaisantes**.

67. Stratégie de sortie et de désengagement du programme. L'élaboration d'une stratégie de désengagement n'étant prévue que pour la quatrième phase du programme, celle-ci n'a pas encore été établie. Toutefois, on note que les activités menées jusqu'à présent sont de nature à faciliter le désengagement du Programme. Ainsi, la création et le renforcement des capacités des groupements, coopératives et GIE, ainsi que l'appui des partenaires pour leur accompagnement sont de nature à garantir une prise en charge par les bénéficiaires du développement des filières concernées après la phase d'investissement du programme. Par ailleurs, le programme s'inscrit dans le cadre de la stratégie à long terme de développement agricole et rural du Maroc et dans le cadre de la stratégie de conseil agricole, ce qui constitue un gage de pérennisation post programme (voir ci-dessus, section durabilité). La mission estime donc que les prémices d'une stratégie de sortie réussie existent, mais que celle-ci doit être formalisée par un plan de retrait détaillé qui devra traiter des mesures à prendre et des entités responsables pour assurer la pérennisation des réalisations et résultats du programme après la clôture du prêt.

68. Ces mesures devront porter sur l'appropriation des réalisations par les organisations de base des bénéficiaires, la totale prise en charge du fonctionnement et de l'entretien des réalisations physiques du projet par les organisations des bénéficiaires et par les communes rurales¹⁹, la garantie du financement des dépenses de fonctionnement des AGR et micro entreprises créées par le programme²⁰, l'identification des structures administratives concernées et les actions qu'elles devront poursuivre, la concrétisation de la convergence des activités des autres programmes, projets, agences de développement et services techniques provinciaux dans la zone du projet, notamment en matière de poursuite de la création d'AGR et de petites entreprises sur le modèle initié par le programme. A ce stade de la mise en œuvre du programme, la mission juge **moyennement satisfaisante** la stratégie de désengagement du programme.

69. Possibilités de reproduction à plus grande échelle. Le PDFAZMT présente toutes les conditions d'un développement rural intégré alliant : i) développement intégré amont et aval des filières les plus adaptées aux zones de montagne ; ii) résorption des déficits que connaissent ces zones en matière d'infrastructures ; iii) approche participative dans la planification et la mise en œuvre des activités ; iv) développement de partenariats multi-acteurs et multiformes ; v) rationalisation de l'utilisation des ressources naturelles ; et vi) renforcement des organisations de base. Il constitue en cela, un modèle de développement de ces écosystèmes particuliers et présente donc des potentialités avérées de reproduction et d'élargissement aux autres zones de montagne du pays. Avec l'élaboration récente par le Maroc d'une stratégie de développement des zones de montagne, ce type de projets constitue par conséquent la meilleure façon de l'opérationnaliser, sous réserve d'en améliorer les modalités de mise en œuvre en tenant compte des contraintes et des enseignements tirés. En conséquence, la reproduction du projet à plus grande échelle est jugée **très satisfaisante**.

19 Pour ce qui est des pistes.

20 Notamment par la SFDA.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Mettre en place les ressources humaines et les moyens nécessaires pour un encadrement de proximité après-projet	Avant l'achèvement du projet	ONCA
2. Renforcer les capacités des organisations de producteurs en matière de gestion et d'entretien des réalisations	Janvier 2017 et continu	AT
3. Suivre de près la réalisation technique des aménagements restants et de la mise en place des unités de valorisation pour s'assurer de leur qualité	Janvier 2017 et continu	SMOP, AT
4. Engager, en étroite collaboration avec la représentation provinciale de la SFDA, un effort de sensibilisation, d'identification des besoins, d'explication des modalités et d'appui aux bénéficiaires pour la formulation de leurs dossiers de financement.	Février 2017	DPA, UGP/AT
5. Elaborer la stratégie de sortie du Programme	Juin 2017	DPA ; UGP/AT

G. Impacts

70. Actifs physiques et financiers des bénéficiaires. Il faut tout d'abord signaler que la plus grande partie des agriculteurs de la zone du projet sont propriétaires de leurs terres et de leurs plantations (terres en propriété privative) ou en ont une jouissance perpétuelle (terres collectives de parcours), ce qui les met à l'abri de toute éviction, et détiennent donc un actif important (le foncier) pour la pérennité de leur activité. Par ailleurs, le programme a renforcé cet actif en termes de plantations, de cheptel et d'ouvrages d'irrigation. Cet actif sera encore plus renforcé avec la construction et l'équipement prochain des unités de valorisation de leurs produits. En outre, les accroissements de revenus attendus permettront un accroissement de leurs actifs financiers. Toutefois, la plus grande partie de cet accroissement ne sera significative qu'après réalisation des unités précitées. C'est pourquoi cet aspect reste pour l'instant **modérément satisfaisant**.

71. Sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire doit logiquement s'améliorer chez la population puisque différentes composantes du projet sont de nature à y contribuer. C'est le cas en particulier des interventions en matière de PMH qui permettront une extension de la superficie irriguée, donc une plus grande mobilisation des eaux pour l'irrigation, une diversification culturale, un accroissement du taux d'intensification des cultures et donc de meilleurs rendements des cultures. Par ailleurs, le développement des quatre filières, à l'amont et à l'aval, permettra de couvrir les besoins en autoconsommation des ménages et de dégager un surplus commercialisable, dont les recettes de ventes amélioreront notablement les revenus des bénéficiaires et permettront par conséquent de garantir leur sécurité alimentaire. En outre, l'amélioration du revenu des bénéficiaires d'AGR au profit des femmes et des jeunes, contribuera également à l'amélioration de leur sécurité alimentaire. Ceci étant dit, vu le retard d'exécution qu'a connu le projet, et en l'absence d'enquête sur la question, il est difficile d'indiquer, chiffres à l'appui, dans quelle mesure la sécurité alimentaire s'est améliorée dans la région. Par conséquent, et sur la base de ce qui précède, ce volet est jugé **moyennement satisfaisant**.

72. Augmentation des revenus. En l'absence d'une évaluation des effets des activités engagées, il n'a pas été possible d'estimer l'augmentation des revenus.

73. Autres impacts. Grace aux aménagements hydro-agricoles, l'efficacité de l'eau d'irrigation du réseau adducteur de séguis principales a été améliorée de 50%, le temps de transfert de l'eau a été réduit de moitié et les débits des séguis ont augmenté. L'organisation du tour d'eau en est facilitée et les parcelles situées en aval des périmètres aménagés reçoivent plus d'eau. En outre, la réalisation de six points d'eau et de six citernes enterrées accroît la disponibilité en eau pour le groupe cible et le cheptel.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Etablir un plan d'évaluation des effets et impacts du projet ²¹	Février 2017	AT
2. Engager les enquêtes d'évaluation des effets et impacts	Mars 2017 puis	AT

21 Ces effets et impacts comprendront notamment (la liste n'étant pas limitative) : une estimation du nombre de bénéficiaires des activités du projet, une appréciation des actifs physiques et financiers des bénéficiaires, la mesure des accroissements de rendements, une estimation de l'amélioration des revenus, une estimation des effets et impacts des actions transverses (efficacité de l'eau, réduction des tours d'eau, augmentation des superficies irriguées, réduction des coûts de transport et du temps d'accès aux marchés grâce au désenclavement, réduction des pertes post-récolte, réduction de la pénibilité de la collecte d'eau potable pour les femmes et gains en temps pour d'autres activités productives,...

	périodiquement	
3.Prévoir le budget nécessaire pour la réalisation de ces enquêtes	Janvier 2017	MAPM, DPA

H. Conclusion

74. Le programme, qui en est à sa cinquième année de mise en œuvre, est caractérisé par des réalisations satisfaisantes à l'amont des trois filières (les deux filières arboricoles et la filière miel), mais connaît un retard en matière de mise en œuvre des activités de développement de la filière viande ovine/caprine, d'infrastructures et de valorisation des produits des filières. Les activités d'organisation des bénéficiaires et de renforcement des capacités sont remarquables. Toutefois, le programme connaît un important retard en matière de décaissements. La mission a constaté que l'année 2016 n'a pas connu un niveau de réalisation satisfaisant, le projet ayant été freiné par une insuffisance et un important retard des délégations de crédits qui n'ont eu lieu qu'en novembre 2016.

75. Afin de garantir la réalisation des objectifs du programme, le FIDA et la partie marocaine sont d'accord sur les mesures convenues, les échéances et les responsabilités de mise en œuvre, telles qu'elles sont fixées dans les tableaux récapitulatifs des recommandations figurant dans le présent rapport, notamment pour les mesures prioritaires suivantes :

- Déléguer à la DPA les crédits nécessaires pour la réalisation de toutes les activités restantes par rapport aux prévisions initiales du Programme telles qu'elles ont été révisées ; échéance : janvier 2017 ;
- Accélérer la réalisation des travaux d'infrastructure (pistes, AEP) et de construction/équipement des unités de valorisation ; échéance : janvier 2017
- Intensifier le programme de renforcement des capacités des OPA et de leur accompagnement en matière d'élaboration de business plans, de vision stratégique et de développement de l'esprit entrepreneurial ; février 2017, puis continu ;
- Engager les enquêtes de collecte des indicateurs d'effets du programme ; échéance : mars 2017 puis périodiquement ;
- Accélérer l'envoi au FIDA des DRF en instance et envoyer régulièrement les DRF à venir ; échéance : décembre 2017 puis régulièrement ;
- Adresser rapidement au FIDA la demande de réallocation de fonds en y intégrant les recommandations de la mission d'examen à mi-parcours et de la présente mission ; échéance : décembre 2017 ;
- Etablir un avenant au contrat d'assistance technique pour augmenter les durées de mobilisation de certains spécialistes-matière ; échéance : décembre 2017.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

A. Faits essentiels

Pays	Maroc	No. du projet	1525	No. du prêt/don DSF	831
Projet	Agricultural Value Chain Development Programme in the Mountain Zones of Taza Province			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	13/12/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	4	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	3		
Dernière Supervision	07/04/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	07/12/2013		

					Millions USD	% Taux de décaissement
Approbation	15/12/2010			Coût total	39.25	25
Accord	15/03/2011	Délai d'entrée en vigueur	9.1	FIDA Total	22.98	
Entrée en vigueur	13/09/2011	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	22.48	23
Premier décaissement	13/03/2014			Don DSF		
Examen à mi-parcours	30/11/2015	Dernier amendement		Don FIDA	0.50	22
Achèvement initial	30/09/2018	Dernier audit	14/10/2015	Financement national total	16.27	13
Achèvement	30/09/2018			Bénéficiaires	3.35	19
Clôture initiale	31/03/2019			Gouvernement (National)	12.92	12
Clôture	31/03/2019			Cofinancement total externes		
Nbre de prolongations	0					

B. Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	5	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	2	2	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	2
4. Conformité à l'accord de financement	5	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	4	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	3	4	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	5	4
			8. Prise en compte du climat et de l'environnement	5	5
B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Appui au développement des filières agricoles	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5

52. Appui au développement du financement de proximité et à la promotion d'AGR et de PMER	4	4	2. Autonomisation	4	4
3. Renforcement des capacités locales et appui institutionnel	5	5	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	5	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	5	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	6	6

B.5 Justification des notes

Malgré des réalisations satisfaisantes pour les filières oliviers, amandiers et miel, le degré d'exécution de la composante « Appui au développement des filières agricoles » est globalement **moyennement satisfaisant** du fait des retards dans la filière viande ovine et caprine ainsi qu'en matière d'infrastructures, pour ce qui concerne notamment les pistes et l'AEP et l'aval des filières. Le degré de réalisation de la composante « Appui au développement du financement de proximité et à la promotion d'AGR et de PMER » est jugé **moyennement satisfaisant** car les financements des AGR et PMER par la SFDA n'ont pas encore été octroyés, et les projets n'ont pas encore tous été mis en place. Le projet a fait des efforts remarquables pour le renforcement des capacités, en incluant les femmes dans les actions de formation, et en innovant avec des formations diplômantes destinées aux promoteurs de PMER de services. Les résultats sont donc jugés **satisfaisants**. Pour les aspects fiduciaires, la qualité de la gestion du projet est jugée **moyennement satisfaisante** mais le niveau de décaissements sur le prêt FIDA reste **insatisfaisant** et la mise à disposition des fonds de contrepartie a été jugée **modérément insatisfaisante** du fait des retards dans l'allocation des crédits qui ont retardé la mise en œuvre des activités en 2016. **Cohérence PTBA: modérément insatisfaisante** car le taux global d'exécution des prévisions du PTBA 2016 est très faible dans la mesure où les délégations de crédits par le MAPM n'ont couvert qu'une partie des propositions contenues dans le PTBA et n'ont été délégués à la DPA qu'en novembre 2016.

C. Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	3	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et de la résilience climatique	5	5
C.4 Avancement global de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement global de l'exécution

Mis à part le taux de décaissement qui reste très faible en raison du retard dans le lancement des travaux de construction des unités de valorisation à l'aval des filières et des retards de paiement concernant les infrastructures d'irrigation, ainsi que le manque de cohérence entre les prévisions du PTBA et les réalisations, les aspects fiduciaires en termes d'exécution budgétaires sont assez bien maîtrisés et la coordination du Programme est bien assurée. Le système de suivi-évaluation installé est bon au niveau des indicateurs de 1^{er} degré mais le suivi des effets n'est pas encore réalisé. Le ciblage est bon et l'intégration des femmes est prise en compte dans la mise en œuvre du programme. Par ailleurs, toutes les activités du Programme sont de nature à améliorer la résilience des bénéficiaires par rapport aux changements climatiques et à préserver les ressources naturelles et l'environnement.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

La probabilité de réalisation des objectifs du projet est bonne pour les activités d'amont et assez bonne pour les activités d'aval et d'infrastructures. Concernant ces dernières, toutes les étapes préparatoires ont été franchies et les crédits nécessaires sont en place. La qualité de la participation des bénéficiaires s'est également améliorée grâce à la démarche participative menée. Les réalisations en matière de renforcement des capacités, d'organisation des producteurs, de partenariat, ainsi que la qualité des prestataires de services permettront d'atteindre les objectifs de développement.

C. Risques. Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Risque moyen en ce qui concerne les décaissements du prêt dont le taux n'atteindrait pas 70% à la clôture du prêt et les allocations budgétaires au projet. Toutefois, des promesses sont données au niveau central pour déléguer en 2017 les crédits nécessaires à la réalisation de toutes les activités restantes.
Avancement de l'exécution du projet	Risque faible en raison de la disponibilité des études et dossiers d'exécution préalables des projets, de la qualité et de l'engagement de l'UGP, de la qualité des prestataires de services et de l'engagement des partenaires au projet.
Produits et réalisations	Pas de risque en amont et risque faible au niveau de l'aval des filières.
Durabilité	Risque faible, notamment du fait de la qualité technique des réalisations, de l'organisation des bénéficiaires en associations, coopératives et GIE pour gérer ces réalisations, de l'inscription du projet dans les stratégies nationales de développement, et de la pluralité des institutions publiques

intervenant dans la zone.

E. Suivi proposé

Question/problème	Mesure recommandée	Calendrier	État d'avancement
Composante développement des filières	Activer la réalisation des unités de valorisation, des pistes et de l'AEP	Avant fin 2017	Dossiers d'étude élaborés, certains marchés lancés, d'autres en cours de lancement
Gestion du Programme	Etablir un avenant au marché d'assistance technique pour augmenter la durée de mobilisation des spécialistes- matière suivi-évaluation ,gestion financière , génie rural et AGR/PMER	Janvier 2017	
Suivi-évaluation	Elaborer un plan d'enquêtes pour collecter les données nécessaires pour évaluer les premiers résultats (effets) des activités du Programme et engager ces enquêtes	1er trimestre 2017	
Décaissements	Accélérer l'envoi des DRF en instance	Décembre 2016	En cours
	Assurer la transmission régulière et dans les délais des DRF au FIDA et échanger régulièrement les informations sur leur traitement entre l'UGP, le MAPM, le MEF et le FIDA	1 ^{er} trimestre 2017, puis continu	

Observations supplémentaires

Appendice 2 : Cadre logique axé sur les résultats révisé ²²

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif principal:			
Contribuer, dans le cadre du PMV, à l'allègement de la pauvreté rurale par la diversification et la croissance durable des revenus des femmes, des hommes et des jeunes ruraux pauvres, associées à une gestion durable des ressources naturelles, qui constituent la base de leur survie.	<p>A l'achèvement du projet, le nombre de ménages dont l'indice d'accumulation de biens s'est amélioré, a augmenté.</p> <p>A l'achèvement du projet, la taille des enfants de moins de 5 ans ainsi que leur poids se sont améliorés.</p>	Enquêtes SYGRI sur accumulation des biens et malnutrition des enfants au démarrage, à la mi-parcours, et l'achèvement du programme	H. Intégration au PMV et synergie avec les Programmes nationaux et sectoriels
Objectif de développement du Projet/Programme:			
L'objectif de développement du Programme est de diversifier et valoriser durablement les productions agricoles par la reconversion des superficies des céréales vers des filières plus adaptées et plus rentables, parmi celles identifiées dans le cadre du Plan Agricole Régional.	<p>Le revenu moyen de l'exploitation agricole de la zone du projet a augmenté de 20% à la fin du projet.</p> <p>Nombre d'AGR et de PMER fonctionnelles à l'achèvement du Programme. 70%</p> <p>Au terme du projet, 50% des organisations de base sont fonctionnelles et viables.</p>	Statistiques agricoles de la DRA Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI	<p>H. Les bénéfices du projet visent bien le groupe cible.</p> <p>H. Les ressources humaines sont qualifiées pour la mise en œuvre des composantes du programme.</p>
Produits :			
<p>1.1. Les filières de production arboricole sont développées en remplacement de la céréaliculture extensive et par la réhabilitation et l'intensification des plantations existantes et l'amélioration de la valorisation des produits.</p> <p>1.2. Les filières viande rouge et miel sont développées.</p> <p>1.3. Les périmètres irrigués réhabilités sont gérés rationnellement par les communautés.</p> <p>1.4. Les pistes rurales et les réseaux d'AEP réalisés/aménagés sont régulièrement entretenus et gérés rationnellement.</p>	<p>40% des exploitations ont adopté les technologies recommandées.</p> <p>50% des agriculteurs ont enregistré une augmentation des rendements d'olives d'au moins 50% et de 45% pour l'amandier.</p> <p>Augmentation de la production de viande et de miel de 20% et 150% respectivement.</p> <p>70% des coopératives apicoles fonctionnelles.</p> <p>Un produit labellisé.</p> <p>Les produits des 3 filières olives, amandes et miel sont valorisés par la création de X unités de transformation/conditionnement</p> <p>80% de ces unités sont fonctionnelles</p> <p>Au moins 3 contrats de commercialisation avec des agrégateurs privés sont établis et respectés</p> <p>Au terme du projet, 75% des périmètres irrigués retenus ont été réhabilités et sont gérés efficacement par des AUEA.</p> <p>Au terme du projet, 30% des pistes et 75%des</p>	<p>Enquêtes statistiques sur les rendements</p> <p>Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI</p>	<p>H. Moyens humains suffisants pour l'encadrement des petits agriculteurs.</p> <p>R. Sécheresse sévit sur plusieurs années.</p>

22 Les changements dans le cadre logique sont surlignés en jaune.

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
	réseaux d'AEP retenus sont réalisés et gérés efficacement.		
Produits : 2.1. Le financement des petits agriculteurs, des femmes et des jeunes fonctionne à travers la SFDA et les AMC. 2.2. L'appui pour la création d'AGR et de PMER est renforcé à travers le soutien du PDFAZMT et des institutions de financement à la création et au développement de ces activités et entreprises.	Au terme du projet, au moins 50% moins 30% des agriculteurs, des femmes rurales et des jeunes ciblés obtiennent des financements adaptés. 50% des PMER et des AGR créées sont opérationnelles au terme du projet.	Rapports trimestriels des agences SFDA et de l'AMC Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI	R. Remboursement insuffisant des prêts. H. Les promoteurs de projets sont bien encadrés par les fournisseurs de crédit.
Produits : 3.1. Le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions impliquant les différents acteurs concernés est opérationnel. 3.2. La participation des femmes et des jeunes dans le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions de développement local est renforcée.	À la fin de la première année du projet, les quatre PPDF sont élaborés avec la participation effective des populations ciblées. À l'achèvement du projet, 50% des bénéficiaires, dont au moins 30% de femmes, sont affiliés à des organisations fonctionnelles. 10% des organes d'administration des organisations comportent des femmes. A l'achèvement du projet, 50% des femmes alphabétisées par le projet ont intégré des OPA. Au terme du projet, au moins 50% des organisations de base sont opérationnelles.	Fiches de suivi Evaluation par les bénéficiaires Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI	R. Faible mobilisation des femmes en raison du poids des règles traditionnelles et du nombre limité des animatrices rurales. H. Constitution et agrément des associations et coopératives dans les temps prévus.
Produits: 4.1 La gestion des activités du Programme est effective. 4.2. Le système de suivi-évaluation des activités du Programme est opérationnel.	50% des indicateurs de S&E des effets et de l'impact 70% sont utilisés au terme du projet.	Rapport de supervision Rapport d'examen à mi-parcours et de clôture Enquêtes périodiques spécifiques	R. Retards dans l'engagement du marché d'A.T. R. Faibles compétence des Spécialistes-matière

Appendice 3: Récapitulation des principales mesures à prendre dans des délais convenus

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables
I. Composante I «Appui au développement des filières agricoles».		
Sous-composante 1 et 2: Filières olives et amandes		
4. Engager le programme de plantation restant (203 ha oliviers et 460 ha amandiers)	Janvier 2017	UGP, SMOP
5. Engager la construction et l'équipement des unités de valorisation (UV)	2 ^{ème} semestre 2017	UGP, SMOP
6. Engager un programme de formation sur la gestion des UV et sur la préparation de business plan pour les coopératives et GIE	Février 2017	UGP, SMOP
Sous-composante 3 : <Filière viande rouge ovine et caprine >		
7. Activer la mise en œuvre de la convention avec l'ANOC.	Janvier 2017	DPA, SMOP, UGP
8. Utiliser les fonds initialement prévus pour les centres d'approvisionnement en aliments du bétail pour la réalisation d'une campagne de lutte anti-varroase	Février 2017	DPA, UGP, ONSSA
9. Utiliser les fonds initialement prévus pour la plantation de 400 ha d'arbustes fourragers pour les points d'eau et l'appui aux AGR/PMER.	Février 2017	DPA, SMOP, UGP
Sous-composante 4 : <Filière miel>		
10. Acheter toutes les sessions de formation notamment dans les domaines de la préparation de business plan, de la gestion des UV, de la labellisation, de la qualité et de la commercialisation	Février 2017	UGP, SMOP
11. Effectuer les traitements contre la varroase en collaboration avec l'ONSSA sur les fonds dégagés des centres d'approvisionnement en aliments du bétail	Mars 2017	UGP, ONSSA
12. Engager l'étude sur la caractérisation des miels et labellisation	Juin 2017	UGP, SMOP
13. Engager la mise en relation des GIE miel avec des opérateurs commerciaux pour la commercialisation du miel.	2 ^{ème} trimestre 2017	UGP, SMOP
Actions transverses (PMH et infrastructures)		
14. Déléguer à la DPA les fonds nécessaires à la réalisation des travaux restants et en accélérer la cadence de réalisation	Janvier 2017	MAPM
12. Evaluer les actions réalisées par les Eaux et Forêts dans la zone du Programme	Janvier 2017	UGP, SMOP, DPEFLCD
13. Affecter une partie du budget des centres d'affouragement au profit de l'augmentation du programme de création de points d'eau	Janvier 2017	MAPM, DPA, UGP
Etablir les conventions avec les AUEA pour la maintenance des ouvrages de PMH et renforcer leurs capacités	Février 2017	UGP, AUEA
14. Etablir les conventions avec les communes concernées pour la maintenance des pistes et des installations AEP	Février 2017	UGP, Communes ONEE
II. Composante II «Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER»		
15. Sensibiliser les agriculteurs sur les dispositions en vigueur en matière de financement et les aider à préparer leurs demandes de financement à soumettre à la SFDA.	1 ^{er} semestre 2017	UGP

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables
16. Etablir un cadre de collaboration avec la SFDA pour le suivi des dossiers de demandes de financement des AGR et PMER.	Mars 2017	DPA et UGP
17. Rechercher des financements auprès des institutions et programmes concernés (SFDA, INDH, ADS...) pour atteindre la création de 150 AGR et PMER à la fin du projet.	Février 2017	DPA, UGP et partenaires
18. Cibler les formations des PMER sur les aspects de maintenance des équipements des UV et d'animation-accompagnement de la mise en marché	Février 2017	DPA, UGP, ITA ou MFR
19. Lancer rapidement le programme de renforcement des capacités en matière d'accompagnement pour la création d'AGR et de PMER, au profit des animateurs, des techniciens en gestion d'entreprises	Février 2017	DPA, UGP et ONCA
III. Composante III «Renforcement des capacités et appui institutionnel»		
20. Etablir un plan de renforcement de capacités pour les 2 années restantes du projet	Janvier 2017	UGP/AT, ONCA
21. Mettre en place un système de suivi de ces formations avec des enquêtes périodiques auprès d'un échantillon représentatif des bénéficiaires sur les taux d'adoption des techniques apprises	Février 2017 puis continu	UGP/AT, ONCA
22. Renforcer le programme de formation des OPA en matière de valorisation, de commercialisation, d'élaboration de plans de développement stratégique et de business plans	Février 2017 puis continu	UGP/AT, ONCA
23. Stimuler l'organisation des femmes en groupements par l'intermédiaire des cours d'alphabétisation fonctionnelle et leur intégration dans des initiatives existantes ou nouvelles de création d'activités génératrices de revenus.	Mars 2017	UGP/AT
Gestion et coordination du Programme, suivi-évaluation et partenariat		
24. Etablir un avenant au contrat d'assistance technique pour augmenter les durées de mobilisation des spécialistes-matière : 27 mois pour le comptable, 5 mois pour le spécialiste AGR/PMER, 3 mois pour le spécialiste en suivi-évaluation et 12 mois pour le spécialiste en génie rural (à titre de régularisation)	Janvier 2017	DPA
25. Réunir les deux comités de coordination/pilotage du programme	Janvier 2017	MAPM, DPA
26. Etablir un calendrier des enquêtes pour l'établissement de la situation de référence et pour l'évaluation des résultats du programme et engager ces enquêtes	Mars 2017	UGP/AT
27. Revoir le nombre de personnes touchées en supprimant les double comptages	Février 2017	UGP/AT
28. Documenter les expériences réussies et communiquer autour du Programme	Avril 2017	UGP/AT
29. Renforcer la collaboration avec les institutions partenaires du programme et établir un plan de suivi des conventions et accords de collaboration, avec des réunions périodiques (trimestrielles) d'évaluation des réalisations	Février 2017 puis fréquence trimestrielle	DPA/UGP/AT
Aspects fiduciaires		
30. Etendre le contrat du comptable jusqu'à la clôture du projet	Décembre 2016	DPA
31. Allouer au projet les budgets prévus dans le PTBA.	Décembre 2016	MAPM
32. Veiller à la cohérence du PTBA et soumettre au FIDA le PTBA 2017 pour NO	Décembre 2016	ADA/DPA
33. Adresser au FIDA deux DRF, une sur le prêt et une sur le don.	Décembre 2016	ADA,DB (MEF)
34. Estimer la contribution des bénéficiaires et l'inclure dans les tableaux financiers.	Continu	UGP/DPA

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables	
35. Respecter les clauses contractuelles dans la remise des rapports financiers au FIDA pour l'exercice 2016.	30 avril 2017	ADA, DPA	
36. Adresser une requête de réallocation des fonds par catégorie suite à la revue à mi-parcours et pour tenir compte des dépassements prévisionnels.	31 janvier 2017	ADA, DPA/UGP	
37. Réduire les délais de paiements des fournisseurs.	Continu	DPA/Trésorier provincial	
38. Présenter des états financiers dans le rapport d'audit conformément au format préconisé par le FIDA.	Continu	UGP/DPA/IGF	
Durabilité			UGP/DPA/IGF
39. Mettre en place les ressources humaines et les moyens nécessaires pour un encadrement de proximité après-projet	Avant l'achèvement du projet	ONCA	
40. Renforcer les capacités des organisations de producteurs en matière de gestion et d'entretien des réalisations	Janvier 2017 et continu	AT	
41. Suivre de près la réalisation technique des aménagements restants et de la mise en place des unités de valorisation pour s'assurer de leur qualité	Janvier 2017 et continu	SMOP, AT	
42. Engager, en étroite collaboration avec la représentation provinciale de la SFDA, un effort de sensibilisation, d'identification des besoins, d'explication des modalités et d'appui aux bénéficiaires pour la formulation de leurs dossiers de financement.	Février 2017	DPA, UGP/AT	
43. Elaborer la stratégie de sortie du Programme	Juin 2017	DPA, UGP/AT	
Impacts			
44. Etablir un plan d'évaluation des effets et impacts du projet ²³	Février 2017	AT	
45. Engager les enquêtes d'évaluation des effets et impacts	Mai 2017 puis périodiquement	AT	
46. Prévoir le budget nécessaire pour la réalisation de ces enquêtes	Janvier 2017	DPA, UGP	

23 Ces effets et impacts comprendront notamment (la liste n'étant pas limitative) : une estimation du nombre de bénéficiaires des activités du projet, une appréciation des actifs physiques et financiers des bénéficiaires, la mesure des accroissements de rendements, une estimation de l'amélioration des revenus, une estimation des effets et impacts des actions transverses (efficience de l'eau, réduction des tours d'eau, augmentation des superficies irriguées, réduction des coûts de transport et du temps d'accès aux marchés grâce au désenclavement, réduction des pertes post-récolte, réduction de la pénibilité de la collecte d'eau potable pour les femmes et gains en temps pour d'autres activités productives,...).

Appendice 4 : Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Tableau 4 A : Réalisations physiques par rapport aux prévisions

Composante/sous-composante/action	Unité	PTBA 2016	Réalisations 2016*	%	Prévisions globales	Réalisations cumulées	%
Composante I développement des filières							
S/C 1: Filière olive							
A/ Etude participative du plan de développement de la filière oléicole (PPDF)	FF				1	1	100%
B/ Appui à l'organisation de la profession et de l'interprofession							
1-Appui à la mise en place des groupements (grpmt) ANARBOM	Grpmt				3	0	0%
2 -Appui à la mise en place des coopératives oléicoles	Coop				4	2	50%
3-Appui à la mise en place de l'union des coopératives oléicoles	Union				1	1	100%
5-Formation sur la gestion des coopératives et associations	Session	2	0	0%	9	3	34%
C/ Renforcement du maillon "production" de la filière							
1.Extension des plantations							
a-Visite par les agriculteurs des périmètres d'extension pilotes	Voyage	2	0	0%	5	0	0%
b-Travaux de plantation d'olivier	Ha				2080	1890	91%
c-Mise en place des structures antiérosives des oliveraies en bour,	Ha				2080	1890	91%
2-Réhabilitation des oliveraies existantes							
a-Travaux de réhabilitation des plantations (densification, taille, traitement...)	Ha				800	800	100%
Formation en techniques d'oléiculture et céréaliculture	Session				9	3	34%
d-Accompagnement et suivi de proximité							
1-Suivi des coopératives pour leur mise à niveau (AG, rapports moraux et financiers)	Session				9	3	34%
2-Suivi et accompagnement des coopératives jusqu'à la labellisation	Session				9	3	34%
D/ Promotion de la valorisation et de la commercialisation des produits							
1- Investissements physiques pour la création de PMER pilotes							
▪ Unité d'olive de table	Nombre	1	0	0%	1	0	0%

▪ Unité de conserve traditionnelle d'olives de table pour les femmes	Nombre	2	0	0%	2	0	0%
▪ Investissement physique pour la création des PMER	unité				10	3	30%
2- Investissement et formation dans l'hygiène et la protection de l'environnement							
b-Formation des coopératives en oléotechnique, traçabilité et qualité	Session	2	0	0%	9	3	34%
c-formation sur l'hygiène, la santé et la salubrité des aliments	Session	2	0	0%	9	3	34%
d-formation sur le marketing, le captage de la valeur ajoutée et l'accès aux marchés	Session	2	0	0%	9	3	34%
e-Organisation d'une journée "large public" sur les bienfaits de l'huile d'olive	PJ	1	0	0%	3	1	34%
E/ Renforcement des capacités des services							
1-Formation du personnel des services sur :							
- Voyages d'étude	Voyages	2	0	0%	6	0	0%
F/ PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation							
1-Etudes							
Etudes techniques	Unité				1	1	100%
Etude géotechnique (y compris analyse de béton)	Unité				1	0	0
6-Formation							
Voyages d'études	Voyage				5	0	0
Formation de techniciens	FF				1	0	0
8-Formation des associations	AUEA				11	11	100%
9- Travaux							
Construction d'ouvrages de dérivation	Unité	0	0	0%	3	0	0%
Aménagement de sources	Unité	0	0	0%	4	0	0%
Construction de bassins de stockage	Unité	0	0	0%	6	0	0%
Revêtement de séguias	Unité	0	24	0%	40	34.4	86%
Protection des berges	Unité	0	0	0%	400	0	0%

H-Pistes							
Etude de pistes (filière oléicole)	FF				1	1	100%
Travaux pistes	Km	4	0	0%	15	0	0%
I- AEP							
Etude d'AEP (filière oléicole)	FF				1	1	100%
Captage de sources	Unité	1	0	0%	3	0	0%
Réservoirs semi-enterrés	Unité	1	0	0%	3	0	0%
Bornes fontaine	Unité	2	0	0%	6	0	0%
Canalisations	Km	15	0	0%	31	0	0%
S/C 2: Filière amandier							
A/ Etude participative du PPDF amandier	FF				1	1	100%
B-Appui à l'organisation de la profession et de l'interprofession							
1- Appui à la mise en place des groupements ANARBOM	Grpmt	2	0	100 %	2	0	0
2-Appui à la mise en place des coopératives d'amandier	Coop				2	4	200%
3-Appui à la mise en place de l'union des coopératives d'amandier	Union	1	0.5(en cours)	50%	1	0.5 (en cours)	50%
4. Organisation d'une journée 'large public' sur les bienfaits de l'huile d'amande	SESSION				3	0	0%
5. Organisation de manifestations professionnelles et inter professionnelles	Forfait				2	0	0%
6- Formation sur la gestion des coopératives et associations	Session	3	3	100 %	6	3	50%
7-Suivi des coopératives pour leur mise à niveau	Session	3	3	100 %	6	3	50%
C- Renforcement du maillon de production des amandes							
1- Extension des plantations							
Visite des agriculteurs aux périmètres pilotes	Voyage	1	1	100 %	6	1	17%
Travaux d'installation d'amandier en bour,	Ha	400	0	0%	1600	1143	71%

Mise en place des structures antiérosives de l'amandier en bour,	Ha	400	0	0%	1600	1143	71%
b-Visite des périmètres pilotes de réhabilitation,	Voyage				6	0	0
c- Formation des agriculteurs (trices) et jeunes ruraux							
Formation générale (technico-économique),	Session				4	0	0%
Formation sur la conduite technique de l'amandier et des céréales,	Session	3	3	100 %	9	3	34%
Voyage d'études,	Voyage	1	1	100 %	3	1	34%
D. Promotion de la valorisation et de la commercialisation des produits							
1. Formation du personnel et des adhérents (es) des coopératives							
a. Formation sur la diversification des produits de l'amandier et la qualité (Amandes et huile d'amandes)	Session	1	1	100 %	1.5	1	67%
b. Formation sur l'hygiène, la santé et la salubrité des aliments et des cosmétiques	Session	1	1	100 %	1.5	1	67%
c. Formation sur le marketing, le captage de la valeur ajoutée l'accès aux marchés rémunérateurs	Session	1	1	100 %	1.5	1	67%
2. Démonstrations des bonnes pratiques de réglage des machines en relation avec la qualité des produits	Session				4	0	0%
3. Accompagnement des coopératives (Qualité, étiquetage, et ensachage)	Session				9	0	0%
4. Investissements physiques pour la création de MPMER pilotes, Unité de concassage d'amandes	NBR				1	0	0%
F/ PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation: filière amandier							
1-Etudes							
Etudes techniques	Unité				1	1	100%
Etude géotechnique (y compris analyse de béton)	Unité				1	0	0
6- Formation							
Voyages d'étude	Voyage				9	0	0

8-Formation des associations	AUEA				11	11	100%
9- Travaux							
Construction d'ouvrages de dérivation	Unité	0	0	0%	3	0	0
Aménagement de sources	Unité	0	0	0%	7	0	0
Construction de bassins de stockage	Unité	0	0	0%	6	0	0
Revêtement de séguias	km	0	17**	0%	30	25.8	86%
Protection des berges	Unité	0	0	0%	700	0	0
H- Pistes							
Etude de pistes filière amandier	FF				1	1	100%
Travaux pistes	Km	5	0	0%	15	0	0%
I- AEP							
Etude AEP filière amandier	FF				1	1	1%
Captage de sources	Unité	2	0	0%	4	0	0%
Réservoirs semi-enterrés	Unité	3	0	0%	7	0	0%
Bornes fontaine	Unité	5	0	0%	9	0	0%
Canalisations	Km	15	0	0%	28	0	0%
S/C 3: Filière viande ovine et caprine							
A/ Elaboration du plan participatif de développement de la filière	FF				1	1	100%
B-amélioration des infrastructures de base							
Création de points d'eau	Point d'eau	4	0	0%	24	12	50%
Abris anti-neige	Unité	2	0	0%	6	2	34%
Centre d'approvisionnement en aliments de bétail pour ANOC	Unité				4	2	50%
C-Appui à la filière par l'agregateur							
1-Activités organisationnelles	grpm	2	2	100 %	4	2	50%

2-Activités d'appui technique	grpm	2	2	100 %	4	2	50%
3-Activités de formation	grpm	2	2	100 %	4	2	50%
D-Renforcement du disponible fourrager							
Renforcement du disponible fourrager par des plantations intercalaires	Ha				800	0	0
F/ Formation							
2. Formation des bénéficiaires ne relevant pas des groupements ANOC							
Sessions de formation	Session				11	0	0%
Journées de démonstration	Journée				15	0	0%
Voyage d'étude	Voyage				3	0	0%
G/ PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation							
1-Etudes							
Etudes techniques de PMH	Unité				1	1	100%
Etude géotechnique (y compris analyse de béton)	FF				1	0	0
4-Formation							
Voyages d'études	PS				1	0	0
5-Formation des associations	AUEA				11	11	100%
6-Travaux							
Aménagement de sources	Unité	0	0	0%	1	0	0%
Construction d'ouvrages de dérivation	Unité	0	0	0%	7	0	0%
Construction de bassins de stockage	Unité	0	0	0%	7	0	0%
Revêtement de séguias	KM	0	17**	0%	30	25.8	86%
Protection des berges	Unité	0	0	0%	600	0	0%
I- Pistes							
Etude de pistes	FF				1	1	100%
Travaux pistes	Km	5	0	0%	12	0	0%

f- AEP							
Etude AEP filière amandier	FF				1	1	100%
Captage de sources	Unité	2	0	0%	4	0	0%
Réservoirs semi-enterrés	Unité	3	0	0%	6	0	0%
Bornes fontaine	Unité	3	0	0%	9	0	0%
Canalisations	Km	8	0	0%	17	0	0%
S/C 4: Filière miel							
A/ Elaboration du plan participatif de développement de la filière	FF				1	1	100%
B/ Renforcement de l'organisation des apiculteurs							
Formation des membres des coopératives	Session	1	1	100 %	10	11	110%
Apprentissage	P.S	20	20	100 %	20	20	100%
Constitution des Unions en tant qu'agréateurs	Forfait				3	3	100%
Equipement informatique	unité				3	0	0
C/ Renforcement du maillon "production" de la filière							
1-Acquisition de ruches peuplées, première	Ruche				1200	1600	133%
2. Renforcement de la conduite sanitaire	Ruche				500	1820	364%
3-Formation des apiculteurs (trices): techniques de production	session	3	3	100 %	15	8	54%
3-Formation des apiculteurs (trices): santé apicole	session	3	3	100 %	15	8	54%
3-Formation des apiculteurs (trices): confection des ruches	session	3	3	100 %	5	8	160%
3-Formation des apiculteurs (trices): valorisation, commercialisation	session	3	3	100 %	12	8	67%
D- Promotion de la valorisation du miel							
1. Au niveau des coopératives apicoles							
Matériel d'extraction	unité				20	20	100%

2. Au niveau des Unions de coopératives en tant qu'agrégateurs							
Construction de locaux	local	3	0	0%	3	0	0%
Matériel de conditionnement	unité				3	0	0%
3- Appui pour la labellisation et la commercialisation	FF				1	0	0
4- Achat des produits anti varroase	ruche	500	1820	364 %	500	1820	364%
F-Investissements physiques pour la création des AGR et des PMER							
Unités apicoles de 50 ruches	Unité	0	0	0%	50	0	0
Composante II : financement rural de proximité et création d'AGR et PMER							
A/ Appui au développement du financement rural de proximité							
B/ Promotion des AGR et de la PMER							
1-Etude de diagnostic/potentialités en matière de création d'AGR et de PMER	Etude				1	0.9	90%
2-Formation des animateurs en matière d'accompagnement pour la création d'AGR et de PMER	Session	10	0	0%	120	0	0%
3. Formation des promoteurs d'AGR et de PMER	Session	30	0	0%	660	0	0%
4. Appui-conseil aux promoteurs d'AGR et de PMER	Unité				3	0	0%
6. Organisation de rencontres annuelles sur les AGR et la PMER	Rencontre				3	0	0%
7. Etude d'évaluation des AGR et des PMER	FF				2	0	0%
Composante III : renforcement des capacités locales							
A/ Encadrement et appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des PPDF							
1-Encadrement et appui							
Animateurs	Pers.mois	6	6	100 %	90	40	44%
Animatrices	Pers.mois	6	6	100 %	30	28	93%
Techniciens en gestion des petites entreprises	Pers.mois	2	2	100 %	20	18	90%
Techniciens en génie rural	Pers.mois	12	12	100	40	34	85%

				%			
Techniciens en production végétale	Pers.mois	18	18	100 %	60	60	100%
Techniciens en production animale	Pers.mois	12	12	100 %	60	26	43%
2-Aménagement de locaux							
Aménagement de bâtiments des CT et S/CT	Unité				1	1	100%
B. Alphabétisation fonctionnelle							
Contrat pour formateurs en alphabétisation fonctionnelle	Contrat	3	0	0%	4	3	75%
Composante IV : Composante coordination et gestion							
C/ Personnel contractuel							
Directeur-adjoint	Pers.mois	11	11	100 %	75	47	63%
Spécialiste en financement rural, AGR et PMER	Pers.mois	6	2	100 %	20	15	75%
Agroéconomiste spécialiste en suivi-évaluation	Pers.mois	11	9	100 %	50	36	72%
Sociologue spécialise en renforcement des capacités et genre	Pers.mois	4	3	100 %	24	19	79%
Ingénieur du génie rural	Pers.mois	0	0	100 %	25	25	100%
Ingénieur agronome spécialisé en horticulture	Pers.mois	0	0	100 %	25	25	100%
Ingénieur zootechnicien spécialisé en apiculture	Pers.mois	8	8	100 %	25	25	100%
Comptable	Pers.mois	12	12	100 %	50	49	98%
D/ Activités de suivi-évaluation							
Atelier de démarrage du projet	FF				<u>1</u>	<u>1</u>	<u>100%</u>
Enquête de base	FF				1	0.35	35%

Etudes d'impact	FF				2	0	0%
Enquêtes anthropométriques	FF				1	0	0%
Enquêtes sur l'accumulation des biens	FF				1	0	0%
Formation des responsables de gestion du programme	FF						
Formation des responsables sur le genre et le ciblage	FF				2	0	0%
E/ Centre de documentation							
Photocopieuse (imprimante multifonction+ imprimante laser)	Unité				1	1	100%

*La constitution de l'union est en cours

** Les réalisations en revêtement de séguias concernent la poursuite des actions engagées durant les exercices antérieurs.

Tableau 4 B : Indicateurs SYGRI

RÉSULTATS DE PREMIER NIVEAU					
	Résultats	Unité	Cumulatif		
			Pré-évaluation	Réalisé	% Pré-évaluation
Nombre de bénéficiaires	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	31 200	13 298	42.62%
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	femme	16 800	5 714	34.01%
	Ménages ayant bénéficié des services du projet	Nombre	8 000	3 802	47.53%
	Groupes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	99	82	82.83%
Composantes					
Nom de la composante					
Développement des filières de production agricole	Périmètres d'irrigation aménagés/remis en état	Ha	1 809	2 222	122.83%
	Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidé	Nombre	35	36	102.86%
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés	Homme	1 745	465	26.65%
		femme	5	10	200.00%
	Points d'eau pour le bétail aménagés/remis en état	Nombre	24	12	50.00%
	Réseaux d'eau potable installés/remis en état	Nombre	13	0	0.00%
	Personnes formées en gestion des ressources naturelles	Homme	105	370	352.38%
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme	900	312	34.67%
		femme	100	32	32.00%
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	Homme	875	384	43.89%
		femme	375	175	46.67%
	Personnes ayant accès aux services de conseil mis en place	Homme	22000	4305	19.57%
		femme	13000	730	5.62%
	Groupes de production formés ou renforcés en agricole / élevage	Nombre	99	76	76.77%
	Membres de groupes formés ou renforcés en cultures / élevage	Homme	2 540	1711	67.36%
		femme	1 310	361	27.56%
	Groupes de production formés ou renforcés en agricole / élevage comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	20	21	105.00%
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Homme	600	163	27.17%
		femme	300	72	24.00%
	Routes construites/ remises en état	KM	42	0	0.00%
	Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	15	7	46.67%
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Homme	74	31	41.89%
		femme	25	8	32.00%
Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des	Installations de transformation aménagées et/ou remises en état	Nombre	13	0	0.00%
	Installations de stockage aménagées et/ou remises en état	Nombre	5	0	0.00%
	Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat	Homme	350	0	0.00%
		femme	350	0	0.00%
	Entreprises ayant accès aux services financiers offerts	Nombre	39	0	0.00%
	Institutions financières participant au projet	Nombre	2	0	0.00%
	Emprunteurs actifs	Homme	250	0	0.00%

RÉSULTATS DE PREMIER NIVEAU					
	Résultats	Unité	Cumulatif		
			Pré-évaluation	Réalisé	% Pré-évaluation
AGR et de la		Femme	250	0	0.00%
Renforcement des capacités locales	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés	Homme	16	0	0.00%

Appendice 5 : Questions financières

Exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante

Tableau 5 A: Exécution des obligations de financement par source de financement au 30-11-2016 (en milliers d'USD²⁴)

Source de financement	Montant approuvé	Paielements	Solde	% de paiement
Prêt du FIDA	22 478	7 448	15 030	33%
Don du FIDA	500	223	277	45%
Gouvernement	7 961	1 534	6 427	19%
FDR	4 959	0	4 959	0%
Bénéficiaires	3 350	620	2 730	19%
Total	39 248	9 825	29 423	25%

24 1 USD= 9,66 DH

Tableau 5 B: Exécution des obligations de financement par source de financement et par composante au 30-11-2016 (en milliers d'USD)

Composantes	Prêt FIDA			Don FIDA			FDR			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%
1 Appui au développement des filières agricole	17 578	107 ⁶	35%	56	0	0%	4 959	0	0%	5 699	221 ¹	21%	3 350	620	19%	31 642	948 ⁷	25%
2 Financement rural et PMER	639	8	1%	139	0	0%	0	0		194	2	1%	0	0		972	9	1%
3 Renforcement des capacités locales	2 484	257	10%	0	0		0	0		1 055	51	5%	0	0		3 539	308	9%
4 Coordination et gestion du Programme	1 777	077 ¹	61%	305	223	73%	0	0		1 013	260	26%	0	0		3 095	559 ¹	50%
Total	22 478	448⁷	33%	500	223	45%	4 959	0	0%	7 961	534¹	19%	3 350	620	19%	39 248	825⁹	25%

**Tableau 5 C-a: Décaissements sur le prêt FIDA (Prêt L-I-831-MA)
par catégorie de dépenses au 30-11-2016 (en milliers de DTS)**

Catégories	Allocation initiale (1)	Décaissement (2)	Solde (1) - (2)	% de décaissement (2)/(1)
1. Aménagement et travaux	7 525	2 345	5 180	31%
2. Véhicules	216	0	216	0%
3. Equipements et matériels	923	162	761	18%
4. Formation et animation	1 110	72	1 038	6%
5. Appui technique national	1 685	0	1 685	0%
6. Partenariat	429	30	399	7%
7. Contrat de prestation de services	698	416	282	60%
8. Etudes	680	421	259	62%
Non alloué	1 474	0	1 474	0%
Total	14 740	3 446	11 294	23%

**Tableau 5 C-b: Décaissements sur le don FIDA (Don n° G-I-C-831 MA)
par catégorie de dépenses au 30-11-2016 (en milliers de DTS)**

Catégories	Allocation initiale (1)	Décaissement (2)	Solde (1) - (2)	% décaissement (2)/(1)
1. Aménagement et travaux	33	0	33	0%
5. Appui technique national	83	0	83	0%
7. Contrat de prestation de services	180	74	106	41%
Non alloué	32	0	32	0%
Total	328	74	254	22%

Appendice 6 : Respect des dispositions de l'accord de financement (831-MA)²⁵, état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/date prévue	Etat d'avancement/Date
Section E.1.b	L'UGP a été mise en place au sein de la DPA, les spécialistes -matière ont été sélectionnés conformément aux dispositions de l'accord de financement.	Avant le démarrage du Programme	Disposition respectée
Section E.2	Les dispositions prévues à la section 4.02 a) des conditions générales ne s'appliquent pas à l'accord de financement. Les dépenses spécifiées au parag.2 de l'annexe 2 de l'accord de financement et n'excédant pas un montant total en MAD équivalent à la somme de 1 200 000 USD peuvent être honorées à partir du compte de prêt et du compte de don.		Disposition respectée
Annexe 3	Clauses particulières : a), b), c), d), e), f) et g)		Clauses respectées
Section 4.02.b	Aucun retrait ne peut être effectué sur le compte du prêt et/ou le compte du don avant que le FIDA n'ait approuvé le premier PTBA.		Disposition respectée
Section 4.04	Les demandes de retrait ou d'engagement spécial sur le compte de prêt et/ou du compte de don, doivent être accompagnées par les documents et les pièces justificatives.		Disposition respectée
Section 7.01.b	L'UGP élabore annuellement un projet de PTBA.	Projet de PTBA à soumettre au FIDA pour non-objection 60 jours avant le début de l'année du projet considéré	Disposition partiellement respectée
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'emprunteur.		Disposition respectée
Section 7.08	L'UGP assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon les montants conformes à de saines pratiques commerciales.		Disposition respectée
Section 7.11	L'emprunteur nomme le directeur du projet et tout le personnel clé du projet selon la procédure précisée dans l'accord de financement et fait en sorte qu'il reste en poste tout au long de la période de mise en œuvre.	Avant le démarrage du Programme	Disposition respectée : Le directeur, le directeur-adjoint et le personnel clé du projet sont nommés. Toutefois, un avenant sera engagé par la DP pour augmenter la période de mobilisation de certains spécialistes.
Section 8.02.a	L'UGP établit et tient un système approprié de gestion des informations, conformément aux prescriptions du guide pratique du FIDA pour le suivi-évaluation des projets.		Disposition respectée : une application et un registre de contrats et de dépenses ont été mis en place.
Section 8.02.b	L'UGP doit remettre au FIDA des rapports d'activité périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du FIDA.	Chaque semestre et à la fin de chaque exercice	Disposition non respectée
Section 8.03	Une revue à mi-parcours devrait être conduite conjointement par le FIDA et le Bénéficiaire.		Disposition respectée

25 Y compris les clauses des Conditions générales annexées à l'accord de financement.

Section 9.01	L'UGP tient des comptes et des livres comptables distincts, conformément à des pratiques comptables appropriées.		Disposition respectée
Section 9.03	Remettre au FIDA dans les 6 mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit.	30 juin de chaque année	Disposition respectée
Section 11.01	Le financement et les paiements au titre des frais de service du prêt sont exonérés de tout impôt, et les paiements au titre des frais de service du prêt sont faits nets de tout impôt		Disposition respectée

Appendice 7: Gestion des savoirs : apprentissage et innovations

Le Programme de développement des filières agricoles dans les zones de montagne de la province de Taza (PDFAZMT) a démarré en 2012 et est donc dans sa cinquième année de mise en œuvre. Entièrement aligné sur le pilier II du Plan Maroc Vert, le PDFAZMT a bénéficié d'innovations dans sa conception, notamment issue des expériences concluantes d'autres projets FIDA au Maroc. Par ailleurs, des éléments innovants *ad-hoc* se sont greffés pendant la mise en œuvre, attestant de la flexibilité du projet et de sa capacité à incorporer et développer des interventions novatrices, en partenariat avec d'autres acteurs de développement dans la Province de Taza. Les sections suivantes couvrent: i) les innovations générées par le projet; ii) l'apprentissage et la gestion des savoirs ; et iii) les leçons apprises.

I. Innovations générées par le projet

La zone d'action du PDFAZMT est constituée de régions montagneuses du sud de la province de Taza s'étendant sur une superficie totale de 326 444 ha recouvrant 13 communes rurales et une municipalité. Le projet a introduit dans la zone plusieurs **innovations** significatives.

1. L'élaboration de plans participatifs de développement de filières. Malgré son étendue géographique, le projet a utilisé une **approche filière participative** en prenant en compte toutes ses composantes économiques, sociologiques et territoriales. Pour les quatre filières (olive, amande, miel et viandes rouges), sur trois niveaux d'intervention (production, valorisation, commercialisation), les actions ont été définies sur la base des résultats d'un **diagnostic participatif rigoureux** effectué en concertation avec tous les acteurs et différents groupes d'intérêt en fonction des potentialités des zones concernées, des besoins et des aspirations des bénéficiaires. Le développement de **quatre plans participatifs de développement des filières** (PPDF) constitue une innovation dans la zone du projet.

Cette première étape a permis de dresser un état des lieux d'un tissu organisationnel peu développé dans la zone du projet et d'entamer un **processus d'organisation et de structuration des bénéficiaires** à grande échelle.

2. La constitution d'OPA de 2ème niveau (GIE), la sensibilisation, la mobilisation et les investissements consentis dans les premières phases du projet ont permis d'aboutir à la signature de 73 conventions avec des OPA, dont 67 de 1er et de 2ème niveau.
3. La nouveauté de ces conventions avec les coopératives et groupements d'intérêt économique réside dans les objectifs intégrant la mise en œuvre d'une approche de développement de filières de l'amont à l'aval combinant des actions d'amélioration de la qualité des produits, de transformation à petite échelle et de commercialisation, en plus des efforts pour améliorer la régularité de l'offre en intensifiant la production durablement. Dans cette perspective d'améliorer l'accès au marché, le projet prévoit de soutenir la première démarche de labellisation de la zone, contribuant ainsi à la visibilité des producteurs à l'échelle régionale et nationale.
4. Dans ce processus de structuration des bénéficiaires, la **perspective genre** a été pleinement intégrée, donnant naissance à deux coopératives entièrement féminines qui hériteront chacune en 2017 d'une unité de transformation d'olives de table traditionnelles. Des mesures d'accompagnement sont prévues, notamment pour développer des plans d'affaires réalistes et rentables permettant ainsi une réelle **autonomisation de la femme**. Dans les OPA mixtes, les femmes représentent aujourd'hui 20% des adhérents et occupent des **positions dans les organes d'administration**, et le taux de participation féminine est d'environ 30% dans les formations. En outre, 67% des bénéficiaires de l'alphabétisation fonctionnelle sont des femmes.
5. Institutionnellement, l'engagement d'un partenariat avec **l'association marocaine des Maisons Familiales Rurales (MFR)** pour la formation-accompagnement de jeunes promoteurs de PMER dans divers domaines du développement des filières, dans un contexte

rural où les jeunes déscolarisés sont nombreux, a déjà offert une formation avec **diplôme reconnu par l'Etat** à 48 jeunes ruraux, souvent fils et filles des bénéficiaires du projet, renforçant ainsi les effets multiplicateurs du projet. Dix groupements de jeunes diplômés ont été appuyés par le projet et se sont constitués en coopératives pour offrir des prestations de services techniques en arboriculture aux agriculteurs. La forte demande anticipée pour leurs services témoigne de la reconnaissance de leur qualification technique par les agriculteurs. Cette diversification des activités économiques a des impacts multiples: i) disponibilité locale de prestations de services aux agriculteurs; ii) diffusion des bonnes pratiques culturelles promues par le projet ; et iii) développement d'un tissu économique local inclusif des jeunes ruraux par la professionnalisation du métier d'agriculteur et la création d'entreprises rurales.

II. Apprentissage et gestion des savoirs

Alors que le projet se trouve dans la phase 3 de mise en œuvre, les apprentissages restent fortement liés au volet productif du développement des filières et moins à la création en cours des petites et moyennes entreprises rurales, et à la valorisation et commercialisation des produits à venir. Ainsi, pour le volet productif (amont des chaînes de valeur), le projet a noté que:

- les taux d'adoption des bonnes pratiques sont plus élevés lorsque les formations combinent un volet théorique avec une mise en pratique au champ;
- l'emploi d'une main d'œuvre locale permet un transfert de savoir-faire et une appropriation plus élevée des périmètres plantés ou réhabilités;
- les actions transversales (infrastructures de base et PMH) sont très importantes, ont un rôle catalytique et permettent de renforcer la participation des bénéficiaires aux autres activités du Programme;
- la mise sur pied d'indicateurs caractérisant la fonctionnalité et la viabilité des OPA constitue un outil utile dans l'allocation et la distribution des ressources allouées sur le terrain, notamment en matière d'animation et d'appui organisationnel;
- la formation continue offerte à des jeunes ruraux déscolarisés est importante mais pas suffisante : un appui doit être offert aux coopératives de jeunes pour opérationnaliser les initiatives à vocation entrepreneuriale par le biais de financement par le programme.

La gestion des savoirs, tant au niveau de la documentation des résultats intermédiaires que des processus de formation ou ceux ayant abouti par exemple à l'élaboration des plans de développement des filières, à la structuration/organisation des bénéficiaires en coopératives et GIE et à l'intégration de la femme rurale à tous les différents niveaux, et pouvant servir à d'autres partenaires intervenant dans des projets agricoles en zones de montagne, est inexistant, et peu d'actions sont menées en termes de communication autour de ces innovations. Toutefois, il faut signaler qu'un film sur le projet a été réalisé.

III. Leçons apprises de la mise en œuvre du projet

La mise en œuvre des activités a permis de tirer des leçons qui peuvent être utiles aussi bien pour la suite du projet que pour d'autres projets similaires, notamment ceux cofinancés par le FIDA dans d'autres zones montagneuses (PDRZM, PDRMA). **Les leçons apprises** ont porté principalement sur les aspects suivants:

- L'approche intégrée de développement des filières est la plus adéquate pour le développement des zones de montagne ;
- Les plans participatifs de développement des filières constituent un outil essentiel pour la mise en œuvre des actions, mais la durée de leur préparation devra être réduite pour ne pas en retarder la mise en œuvre.

- Une assistance technique privée multidisciplinaire pour conduire la mise en œuvre du projet est essentielle vu la faiblesse des ressources humaines des DPA.
- La disponibilité en ressources financières nécessaires et leur délégation aux agences d'exécution à temps sont primordiales ;
- Les partenariats institutionnels sont d'une importance capitale pour une convergence d'action et la levée de cofinancements pour certaines activités des projets telles que la création d'AGR et de PMER et les interventions en matière de protection des infrastructures et d'actions de conservation des eaux et des sols à l'amont des réalisations du projet ;
- Les PMER orientées vers des prestations de services ciblant les processus de production ou de valorisation des produits s'avèrent être complémentaires aux OPA porteuses des projets de développement des filières et contribuent à la diffusion des bonnes pratiques ;
- Les sessions de formation des bénéficiaires doivent être suivies sur le terrain à intervalles réguliers afin de mesurer les résultats des activités de renforcement des capacités et sa traduction pratique sur le terrain en termes d'adoption des techniques apprises ;
- Une coordination avec les partenaires institutionnels est essentielle, a des effets multiplicateurs et facilite le montage de projets multipartenaires entre le projet et des programmes en cours (p.ex. l'INDH).

Appendice 8 : Questionnaire passation des marchés

Pays	Maroc- PDFAZMT
Référence du financement	2016
Période couverte du Plan Passation Marchés	30 novembre au 15 décembre 2016

Exigences / Points à vérifier	Point(s) essentiel(s) de la procédure d'examen	Fait (O/N) ²⁶
1. Présentation du procurement plan		
1.a. Plan de passation de marchés couvre 18 ou 12 mois	PPM sur 12 mois. Le PPM doit être cohérent avec le PTBA. PPM présenté par activité et par composante et non pas par catégorie.	O
1.b. Activités des achats présentées par composante du projet correctement identifiées et référencées		O
1.c. Activités des achats regroupées selon la catégorie (biens/travaux/services) pour chaque composante du projet		N
1.d. Activités des achats regroupées en lots/marchés groupés au sein de chaque catégorie		N
1.e. Pour chaque activité des achats, indication de la catégorie, méthode d'achat, estimation de coûts, exigence de revue du FIDA, et calendrier prévu pour le processus d'achat dans son ensemble		O
1.f. Indication du nom du contractant et du montant du contrat (après attribution du contrat) comme un élément de la mise à jour annuelle du plan de passation de marchés		N
2. Cohérence avec les objectifs du projet et le plan de travail annuel		
2.a. Activités des achats sont pertinentes avec les objectifs du projet	Le PPM doit refléter le PTBA, qui a été élaboré par l'UGP, à la fin de chaque année, en concertation avec les services techniques de la DPA et les partenaires du Projet sur la base du rapport de conception, des prévisions du COSTAB, ajustées en fonction des réalisations, des besoins prioritaires des bénéficiaires	O
2.b. Nature et quantité de biens/ travaux/ services sont en cohérence avec le rapport d'évaluation.		O

²⁶Indiquez si oui ou non cette étape de la revue a été réalisée. Toutes réponses négatives devront être justifiées dans le rapport.

Exigences / Points à vérifier	Point(s) essentiel(s) de la procédure d'examen	Fait (O/N)
2.c. Nature et quantité de biens/ travaux/ services sont en cohérence avec les activités telles que dans le plan de travail annuel	formulés dans les PPDF, de la capacité d'exécution.	O
3. Analyse des estimations financières		
3.a. Vraisemblance des estimations de coût	Les coûts se basent sur les estimations du Costab, ajustés sur la base des derniers contrats similaires conclus par la DPA.	O
3.b. Reflet des estimations de coût d'achats sur le budget annuel.	Il existe des écarts entre le budget achats (selon morasse budgétaire) et le PTBA.	N
3.c. Estimations de coût d'achats sont contenus/ sont au-delà de l'affectation de fonds à chaque catégorie de dépense du projet.	Une seule catégorie a enregistré un dépassement et une requête de réallocation sera adressée au FIDA.	O
4. Conformité aux règles et procédures applicables		
4.a. Méthodes de passation des marchés choisies sont en ligne avec l'accord de financement, directives du FIDA et règles nationales applicables en matière de marchés publics(le cas échéant)	Vérification de méthode de passation des marchés choisie pour chaque activité des achats, par rapport aux dispositions de l'accord de financement, des directives du FIDA et des règles nationales applicables en matière de marchés publics	O
5. Calendrier d'exécution et échéancier des activités d'achat		
5.a. Calendrier d'exécution prévu pour chaque activité d'achat est réaliste	Les visas de la trésorerie provinciale pour l'attribution des marchés sont en général datés du 31 décembre de chaque, ceci implique des retards dans le démarrage des projets.	N
5.b. Dates de livraison prévues de biens/ travaux/ services sont en accord avec les objectifs concrets conformément au PTBA	Retards dans l'exécution des marchés.	N

Date d'approbation du plan de passation de marchés 2016 : 05 octobre 2015

Appendice 9 : Note détaillée sur les aspects financiers

1. **Gestion financière.** Compte tenu d'une part du retard d'exécution du projet, des délais de paiements trop longs des fournisseurs, de l'absence d'un système comptable informatisé, et d'autre part de la présentation de situations financières acceptables, d'un bon classement et archivage des documents comptables et légaux (dossier d'appels d'offres, contrats, offres des fournisseurs), la gestion financière du projet est jugée **modérément satisfaisante**.
2. L'équipe fiduciaire du projet (satisfaisant) est assurée par un comptable faisant partie du bureau d'études assurant l'assistance technique du projet. Il est chargé de la gestion et du suivi financier du projet, de préparer les ordres de paiements des fournisseurs, de saisir tous les marchés sur un registre manuel des engagements et tous les paiements sur un registre manuel des émissions. Il prépare aussi les DRF et les transmet à la Direction du budget au Ministère des finances, par le biais de la DPA, pour vérification et envoi au FIDA. Il transmet toutes les informations comptables et financières au gestionnaire du système de Gestion Intégrée de la Dépense (GID) pour constater les écritures d'engagement des crédits et de paiement des dépenses.
3. La mission a constaté que le contrat du comptable arrive à terme le 15 janvier 2017, et afin d'assurer une continuité dans la préparation des états financiers, la mission réitère sa recommandation formulée lors de la mission de revue à mi-parcours de procéder à une **extension du contrat du comptable jusqu'à la clôture du projet. Ce contrat peut être flexible pour tenir compte des besoins réels du projet.**
4. Système comptable (modérément satisfaisant). Etant donné que le système de gestion de la comptabilité publique GID ne permet pas d'établir des rapports financiers portant sur les engagements et les paiements par catégorie, composante, sous-composante et par source de financement, et que le projet ne dispose pas d'un logiciel comptable pour arrêter ces rapports, le suivi financier du projet est effectué sur Excel par le responsable du suivi-évaluation. Il est à noter que l'ADA est en train de développer un système de reporting financier pour gérer l'ensemble des projets financés par des bailleurs de fonds extérieurs.
5. Budgétisation (modérément satisfaisant). Le PTBA 2016 présenté par la DPA et approuvé par le FIDA est de 41,949 MDH, alors que le PTBA 2016 présenté par l'UGP lors de cette mission de supervision est de 112,221 MDH (cf. Annexe financière, Tableau 2). La différence est due au fait que le PTBA approuvé par le FIDA ne comprend que les nouveaux crédits d'engagements et de paiements. **La mission recommande de présenter un PTBA cohérent, incluant toutes les actions qui seront entreprises au cours de l'année en question, indépendamment qu'il s'agit de crédits neufs ou consolidés.** La mission a aussi vérifié la cohérence entre le PTBA 2017 et le PPM 2017 et a apporté certains ajustements.
6. **Par ailleurs, la mission recommande de soumettre au FIDA pour Non Objection, avant le 15 décembre 2016, le PTBA 2017 révisé en tenant compte des recommandations de la mission.**
7. Contrôle interne (satisfaisant). La DPA ne dispose pas d'une unité d'audit interne. En revanche, le système de contrôle interne de la DPA chargée de la gestion du projet garantit la séparation des fonctions grâce à plusieurs niveaux indépendants de contrôle et de validation depuis l'émission du besoin jusqu'au paiement du bénéficiaire en passant par l'attribution du marché. Le projet est soumis à ses procédures de contrôle interne, qui sont jugées acceptables par le FIDA. Par ailleurs, un manuel des procédures du projet a été élaboré au moment de la préparation du projet, en août 2010, mais il n'a pas été mis à jour. **La mission recommande de mettre à jour le manuel des procédures régulièrement pour tenir compte des éventuels changements apportés aux arrangements institutionnels et à l'organisation du projet.**
8. **Décaissement et Flux de fonds (insatisfaisant).** Les flux de fonds sur les ressources du prêt et du don sont effectués selon la procédure de remboursement des dépenses préfinancées.

9. A moins de deux ans de la date d'achèvement du projet, les décaissements sur le prêt sont très faibles. En effet, les décaissements s'élèvent au 30 novembre 2016, à 4,827 MUSD (3,446 MDTs), soit 23% du montant total du prêt (cf. Annexe financière, Tableau 4C-a). Il est à noter que le projet a préfinancé des dépenses s'élevant à 25,312 MDH, soit 2,552 MUSD (1,885 MDTs) et n'a pas encore adressé une DRF au FIDA pour se faire rembourser. Compte tenu, de ces avances et une fois remboursées par le FIDA, les décaissements s'élèveraient à 7,4 MUSD (5,3 MDTs), soit 36% du prêt.

10. Le montant total décaissé sur le don, correspond uniquement à la première DRF et s'élève à 0,074 MDTs et représente 22% du montant total du don (cf. Annexe financière, Tableau 4C-b). Par ailleurs, une DRF d'un montant de 1,150 MDH, soit 0,086 MDTs a été adressée par la DPA à la direction du budget le 08 janvier 2016, mais n'a pas encore été adressée au FIDA. ***La mission recommande d'adresser au FIDA deux DRF, une sur le prêt et une sur le don, avant la fin de 2016 afin de respecter les clauses contractuelles de l'Accord de financement et de la lettre à l'emprunteur. La mission rappelle que conformément au manuel des décaissements du FIDA, les remboursements doivent être demandés au plus tard 90 jours calendaires à compter de la date de paiement par l'emprunteur.***

11. Engagements (modérément insatisfaisant). Les engagements cumulés au 30 novembre 2016, s'élèvent à 171,108 MDH, et représentent 51% des prévisions initiales (cf. Annexe financière, Tableau 1). Ils sont financés à raison de 121,506 MDH (12,5 MUSD) sur le prêt FIDA, soit 55% du prêt, 6,590 MDH (0,670 MUSD) sur le don, soit 134% du don, 25,619 MDH sur le budget de l'Etat, 11,403 MDH sur le FDR et 5,990 MDH par les bénéficiaires. Les activités financées par les bénéficiaires n'ont pas été actualisées depuis la mission de revue à mi-parcours, qui les a estimées à 5,990 MDH. Selon l'UGP, les prévisions d'engagements d'ici fin 2016 s'élèveraient à 30 MDH (3 MUSD), financées en totalité sur le FDR. Suite à ces prévisions, les engagements cumulés seraient de 195,118 MDH (20 MUSD), soit 51% du coût du projet.

12. Paiements (modérément insatisfaisant). Les paiements cumulés au 30 novembre 2016, s'élèvent à 94,887 MDH, et représentent 29% des prévisions initiales et 55% des engagements (cf. Annexe financière, Tableau 1). Ils sont financés à raison de 71,932 MDH (7,4 MUSD) sur le prêt FIDA, soit 33% du prêt, 2,149 MDH (0,2 MUSD) sur le don, soit 45% du don, 14,816 MDH (1,5 MUSD) sur le budget de l'Etat, soit 19% du budget prévu et 5,990 MDH (0,620 MUSD) par les bénéficiaires, soit 19% des prévisions (cf. Annexe financière, Tableau 3-a; 3-b & 4A). A ce jour, il n'y a pas encore eu de paiements sur le FDR, ni d'actualisation de la contribution des bénéficiaires. La mission rappelle que cette contribution fait partie intégrante du coût du projet et recommande ***de l'estimer et de l'inclure dans les tableaux financiers.***

13. L'UGP estime les prévisions de paiements d'ici fin 2016 à 20 MDH (2 MUSD), financé à raison de 15,5 MDH (1,5 MUSD) sur le prêt, 1,2 MDH (0,120 MUSD) sur le don et 3,3 MDH (0,330 MUSD) sur le budget de l'Etat. Suite à ces prévisions, les paiements cumulés seraient de 108,9 MDH (11,2 MUSD), soit 29% du coût du projet.

14. Par ailleurs, une erreur d'affectation des paiements entre les catégories 7 "Contrat de prestation de services" et 8 "Etudes" s'est glissée dans la DRF n° 8 & 9 et reprise par le FIDA pour un montant de 3.572.910 DH. ***Il convient d'affecter ce montant à la catégorie 7 et non pas à la catégorie 8.***

15. Les paiements sur le PTBA 2016 s'élèvent à 30,948 MDH, soit 28% des prévisions de 2016 (cf. Annexe financière, Tableau 2).

16. Prévisions de décaissements sur le prêt et sur le don. Une situation prévisionnelle des décaissements sur le prêt et le don a été arrêtée sur la base des engagements non encore payés, des marchés en cours d'engagements et des activités prévues dans le PTBA 2017. Il ressort de cet état que dans le cas où tous les marchés prévus dans le PTBA 2017 seront exécutés, ***il y aurait à la date de clôture, un reliquat sur le prêt de 5 MDTs, soit 34% du montant du prêt.*** Toutes les catégories enregistreraient des reliquats importants, à l'exception de la catégorie 7, qui enregistrerait un dépassement de 0,647 MDTs (cf. Annexe financière, Tableau 8). En revanche, le don enregistrerait un dépassement de 0,126 MDTs (cf. Annexe financière, Tableau 9).

17. La mission rappelle que seuls les marchés exécutés et réceptionnés avant la date d'achèvement du projet, fixée au 30 septembre 2017, sont

éligibles au financement sur le prêt et sur le don et **recommande d'adresser au FIDA, une requête de réallocation des fonds par catégorie pour tenir compte des dépassements prévisionnels.**

18. Fonds de contrepartie (modérément insatisfaisant). Cette contrepartie constitue la contribution du gouvernement au financement du programme et porte sur le paiement des taxes et des frais de fonctionnement nécessaires à la mise en œuvre du programme ainsi que sur la contribution du FDR pour le financement des actions d'AEP et de pistes rurales. A la date de la mission, cette contribution cumulée représente 19% des prévisions initiales. Pour l'exercice 2016, et compte non tenu du FDR, la délégation des crédits neufs de paiements s'est limitée à 1,1 MDH, alors qu'à ce jour, il n'y a pas eu de délégation de crédits d'engagements.

19. Respect des accords de financement. Les dispositions de l'Accord de financement sont respectées dans leur globalité. La conformité aux accords de financement est donc jugée **satisfaisante**.

20. Passation de marchés. Le processus de passation des marchés (lancement des appels d'offres, ouverture des plis, dépouillement des offres, engagement et exécution des marchés) se fait conformément aux procédures de passation des marchés nationales, qui sont jugées acceptables par le FIDA. A l'exception des marchés dont les montants sont inférieurs à 2.000.000 DH pour les travaux et 1.000.000 DH pour biens et services de consultants, tous les marchés font l'objet de non objection du FIDA aussi bien sur les dossiers d'appels d'offres (DAO) que sur les rapports de dépouillement. La qualité de la passation des marchés a été jugée **satisfaisante**.

21. Registre des immobilisations. La DPA tient un registre manuel des immobilisations acquises dans le cadre du projet.

22. Registre des contrats. L'UGP tient un registre des contrats sur Word, comportant des informations relatives aux contrats conclus dans le cadre du projet. Cependant, ce registre n'est pas conforme au format préconisé par le FIDA. La mission a transmis un modèle de registre de contrats et **recommande de le mettre à jour d'une façon continue**.

23. Examen d'un échantillon de dépenses. L'examen a porté sur un échantillon de 15 demandes de paiement, dont 14 sur le prêt et 1 sur le don, totalisant 8,145 MDH (cf. Annexe financière, Tableaux 5; 6 & 7). Cet examen a révélé les principales faiblesses suivantes :

- Des délais de paiements extrêmement longs dépassant dans certains cas les 12 mois. Ces retards sont dus à l'envoi tardif par la DPA, des demandes de paiements, à la trésorerie provinciale de Taza.
- Les demandes de visa de la trésorerie provinciale de Taza pour la signature des contrats lui sont généralement adressées par la DPA en fin d'année. Ainsi, en général les visas sont datés du 31 décembre, et par conséquent, le démarrage de l'exécution des contrats ne pourrait commencer qu'à compter de cette date. Autrement dit, très peu de contrats sont signés en dehors du mois de décembre de chaque année.

24. Audit. Les auditeurs de l'IGF (Inspection Général des Finances) ont rendu leur rapport d'audit de l'exercice 2015 dans les délais. Les auditeurs ont émis une certification sans réserves des états financiers du projet arrêtés au 31 décembre 2015. Par ailleurs, les auditeurs ont relevé plusieurs faiblesses de contrôle interne. En revanche, le rapport d'audit ne présente pas les états financiers conformément aux modèles préconisés par le FIDA. Ainsi, compte tenu de ce qui précède, la qualité et la ponctualité des rapports d'audit sont jugées **modérément satisfaisantes**.

25. Plan d'action. Les actions nécessaires sont présentées ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Etendre le contrat du comptable jusqu'à la clôture du projet.	DPA	Décembre 2016

Allouer au projet les budgets prévus dans le PTBA.	MAPM	Décembre 2016
Veiller à la cohérence du PTBA et soumettre au FIDA le PTBA 2017 pour NO.	ADA	Décembre 2016
Mettre à jour le manuel de procédures du projet.	UGP/DPA ADA/DB (MEF)	31 mars 2017
Adresser au FIDA deux DRF, une sur le prêt et une sur le don.		Décembre 2016
Estimer la contribution des bénéficiaires et l'inclure dans les tableaux financiers.	UGP/DPA	Continu
Respecter les clauses contractuelles dans la remise des rapports financiers au FIDA pour l'exercice 2016.	ADA/DPA	30 avril 2017
Adresser une requête de réallocation des fonds par catégorie suite à la revue à mi-parcours et pour tenir compte des dépassements prévisionnels..	ADA/DPA/UGP	31 janvier 2017
Réduire les délais de paiements des fournisseurs.	UGP/DPA/Trésorerie provinciale	Continu
Présenter des états financiers dans le rapport d'audit conformément au format préconisé par le FIDA.	UGP/DPA/IGF	Continu

ANNEXES FINANCIERES

Tableau 1: Prêt L-I-831-MA; Don n° G-I-C-831 MA

Engagements et paiements cumulés par composantes au 30-11-2016 en MDH

Composantes	Prévision initiale		Engagements							Paiements							
	US\$	DH	Budget	Prêt	Don	FDR	Bénéf	Total	%Prév ini	Budget	Prêt	Don	FDR	Bénéf	Total	%Prév ini	%Engmt
1 Appui au développement des filières agricole	31 642	268 008	18 851	95 281	0	11 403	5 990	131 525	49%	11 796	58 980	0	0	5 990	76 766	29%	58%
2 Financement rural et PMER	972	8 233	192	886	0	0	0	1 078	13%	15	75	0	0	0	90	1%	8%
3 Renforcement des capacités locales	3 539	29 975	672	3 108	0	0	0	3 780	13%	496	2 480	0	0	0	2 976	10%	79%
4 Coordination et gestion du Programme	3 095	26 215	5 904	22 231	590	0	0	34 725	132%	2 509	10 397	2 149	0	0	15 055	57%	43%
Total	39 248	332 431	25 619	121 506	590	11 403	5 990	171 108	51%	14 816	71 932	2 149	0	5 990	94 887	29%	55%

Cours de change à l'évaluation USD/DH : 8,47

La contribution des bénéficiaires arrêtée au 23/11/2015

Tableau 2: Suivi avancement PTBA au 30-11-2016 en m DH

Composantes	Coût total			Année 2016			
	Prévisions (1)	Paiement (2)	% (2)/(1)	Prévisions (3)	Engagements (4)	Paiement (5)	% (5)/(3)
1 Appui au développement des filières agricole	268 008	76 766	29%	98 900	64 324	21 391	22%
2 Financement rural et PMER	8 233	90	1%	1 078	1 078	89	8%
3 Renforcement des capacités locales	29 975	2 976	10%	2 041	2 041	9 468	464%
4 Coordination et gestion du Programme	26 215	15 055	57%	10 202	10 202		0%
Total	332 431	94 887	29%	112 221	77 645	30 948	28%

Tableau 3-a: Paiements sur prêt FIDA au 30-11-2016 (en m USD)

Catégories	Allocation initiale (DTS)	Allocation initiale (m\$) (1)	Paiements cumulés (m\$) (2)	Paiements / Prêt (2) / (1) (en%)
1. Aménagement et travaux	7 525	11 475	5 724	50%
2. Véhicules	216	329	0	0%
3. Equipements et matériels	923	1 408	232	16%
4. Formation et animation	1 110	1 693	187	11%
5. Appui technique national	1 685	2 570	0	0%
6. Partenariat	429	654	127	19%
7. Contrat de prestation de services	698	1 064	955	90%
8. Etudes	680	1 037	223	22%
Non alloué	1 474	2 248	0	0%
Total	14 740	22 478	7 448	33%

Cours évaluation 1 DTS : 1,5250 US\$
Cours moyen de paiement \$/DH : 9,658 DH

Tableau 3-b: Paiements sur don au 30-11-2016 (en mUSD)

Catégories	Allocation initiale (DTS)	Allocation initiale (m\$) (1)	Paiements cumulés (2)	Paiements / don (2) / (1) (en%)
1. Aménagement et travaux	33	50	0	0%
5. Appui technique national	83	127	0	0%
7. Contrat de prestation de services	180	274	223	81%
Non alloué	32	49	0	0%
Total	328	500	223	45%

Prêt L-I-831-MA; Don n° G-I-C-831 MA

Tableau 4A : Exécution des obligations de financement par source de financement au 30-11-2016 (en mUSD)

Source de financement	Montant approuvé (en mUSD)	Paiements (en mUSD)	Solde	% décaissement
Prêt du FIDA	22 478	7 448	15 030	33%
Don du FIDA	500	223	277	45%
Gouvernement	7 961	1 534	6 427	19%
FDR	4 959	0	4 959	0%
Bénéficiaires	3 350	620	2 730	19%
Total	39 248	9 825	29 423	25%

Cours moyen paiement \$/DH : 9,6580 DH

Prêt L-I-831-MA; Don n° G-I-C-831 MA

Tableau 4B : Exécution des obligations de financement par source de financement et par composante au 30-11-2016 (en mUSD)

Composantes	Prêt FIDA			Don FIDA			FDR			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%
Appui au développement des filières agricole	17 578	6 107	35%	56	0	0%	4 959	0	0%	5 699	1 221	21%	3 350	620	19%	31 642	7 948	25%
2 Financement rural et PMER	639	8	1%	139	0	0%	0	0		194	2	1%	0	0		972	9	1%
3 Renforcement des capacités locales	2 484	257	10%	0	0		0	0		1 055	51	5%	0	0		3 539	308	9%
4 Coordination et gestion du Programme	1 777	1 077	61%	305	223	73%	0	0		1 013	260	26%	0	0		3 095	559	50%
Total	22 478	7 448	33%	500	223	45%	4 959	0	0%	7 961	1 534	19%	3 350	620	19%	39 248	9 825	25%

Prêt L-I-831-MA; Don n° G-I-C-831 MA

Tableau 4C-a : Décaissements du prêt au 30-11-2016 (en mDTS)

Catégories	Allocation initiale (1)	Décaissement (2)	Solde (1) - (2)	% décaissement (2)/(1)
1. Aménagement et travaux	7 525	2 345	5 180	31%
2. Véhicules	216	0	216	0%
3. Equipements et matériels	923	162	761	18%
4. Formation et animation	1 110	72	1 038	6%
5. Appui technique national	1 685	0	1 685	0%
6. Partenariat	429	30	399	7%
7. Contrat de prestation de services	698	416	282	60%
8. Etudes	680	421	259	62%
Non alloué	1 474	0	1 474	0%
Total	14 740	3 446	11 294	23%

Prêt L-I-831-MA; Don n° G-I-C-831 MA

Tableau 4C-b : Décaissements du don au 30-11-2016 (en mDTS)

Catégories	Allocation initiale (1)	Décaissement (2)	Solde (1) - (2)	% décaissement (2)/(1)
1. Aménagement et travaux	33	0	33	0%
5. Appui technique national	83	0	83	0%
7. Contrat de prestation de services	180	74	106	41%
Non alloué	32	0	32	0%
Total	328	74	254	22%

Tableau 5 : Examen des demandes de paiement sur prêt (en DH)

Transaction N°	Demande N°	Date facture	Date demande paiement	Fournisseurs	Objet de la dépense	Montant global contrat	Montant total facture	Montant payé par le Projet	1	2	3	4	5	6	7	Conclusions
Catégorie 1 : Aménagement et travaux																
1		08/10/2015	15/04/2016	Jaouad Azzouz	Réhabilitation de la culture de l'olivier 195 Ha	1 140 750	525 566	437 972	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les délais de paiement sont trop longs.
2		24/04/2015	15/05/2015	Sté Guettaf travaux	Plantation et entretien de l'amandier sur 197 ha	3 101 820	697 853	581 544	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3		19/09/2015	15/04/2016	Taibi Boujemaa	Plantation d'olivier sur 300 Ha	4 626 000	1 262 837	1 052 364	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4		16/07/2015	15/04/2016	Boughlala Mustapha	Plantation d'oliviers sur 240 Ha	3 736 800	1 082 983	902 486	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
5		24/09/2015	29/06/2016	El Mouzazi Nouredin	Plantation d'oliviers sur 350 Ha	6 132 000	1 774 025	1 478 355	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
6		25/09/2015	26/04/2016	El Mouzazi Nouredin	Plantation d'oliviers sur 180 Ha	3 196 800	937 303	781 086	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Catégorie 3 : Equipements et matériels																
7		31/12/2015	21/03/2016	Agromatel	Achat matériels apicoles	593 680	41 558	34 631	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Catégorie 4 : Formation et animation																
8		25/12/2015	08/08/2016	PCM Consulting	Formation des associations Zerarda-Smia	288 000	231 840	193 200	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
9		07/12/2015	29/08/2016	DMIC	Formation des associations Bouiblanc	432 000	347 760	289 800	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pourquoi RG de 7% sur la formation????
Catégorie 6 : Partenariat																
10		03/03/2016	28/07/2016	Association Ennahda	Alphabétisation fonctionnelle de 480 benef	319 997	48 000	40 000	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

11		03/03/2016	28/07/2016	Association Al Mountada Annissai	Alphabétisation fonctionnelle de 480 benef	319 997	48 000	40 000	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Catégorie 8 : Etudes																
12		28/11/2014	16/12/2014	ADI Sarl	Etudes techniques des PMH	989 682	789 724	658 104	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Délai 5 mois à compter du 26/12/13 ???
13		10/11/2014	16/12/2014	SEATCO	Etudes techniques hydroagricoles des PMH	677 040	581 683	484 736	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Délai 5 mois à compter du 09/01/14 ???
14		15/02/2015	18/09/2015	CID	AT pour la mise en œuvre du projet	19 604 400	1 109 592	924 660	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Vérification que les paiements sont :

- 1 éligible et respectent les pourcentages
- 2 réellement effectués
- 3 effectués sur la base de pièces justificatives
- 4 autorisés par un responsable habilité
- 6 moins disants et attribués à la période
- 7 sur la base de calculs corrects

Tableau 6 : Examen des demandes de paiement sur le don (en DH)

Transaction N°	Demande N°	Date facture	Date demande paiement	Fournisseurs	Objet de la dépense	Montant global contrat	Montant total facture	Montant payé par le Projet	1	2	3	4	5	6	7	Conclusions
Catégorie 7 : Contrat de prestation de services																
1		15/02/2015	18/09/2015	CID	AT pour la mise en œuvre du projet	7 908 000	295 920	246 600	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Tableau 7 : Délais d'engagement et d'émission

Référence	Description	Fournisseurs	Lancement	Ouverture des plis	Commission du jury	Envoi Trésore provinciale	Visa Trésore provinci	Approbati ordonnat	Montant marché DH	OS pour commencer	Réception des travaux	Date facture	Demande paiement	Date de Paiement
59/2014	Réhabilitation culture de l'olivier	Jaouad Azzouz	19/10/2014	17/11/2014	01/12/2014	15/12/2014	31/12/2014	17/01/2015	1 140 750	12/02/2015	08/10/2015	08/10/2015	15/04/2016	22/04/2016
26/2014	Achat matériels apicoles	Agromatel	13/08/2014	09/09/2014	10/09/2014	17/10/2014	19/11/2014	21/11/2014	593 680	29/12/2014	31/12/2014	31/12/2015	21/03/2016	25/03/2016
29/2014	Plantation entretien amandier	Sté Guettaf travaux	12/09/2014	15/10/2014	23/10/2014	03/11/2014	18/12/2014	19/12/2014	3 101 820	25/12/2014	24/04/2015	24/04/2015	15/05/2015	19/05/2015
32/2014	Formation des associations	PCM Consulting	29/09/2014	23/10/2014	07/11/2014	27/11/2014	31/12/2014	22/01/2015	288 000	11/05/2015	25/12/2015	25/12/2015	08/08/2016	10/08/2016
33/2014	Formation des associations	DMIC	29/09/2014	23/10/2014	07/11/2014	27/11/2014	31/12/2014	22/01/2015	432 000	23/03/2015	07/12/2015	07/12/2015	29/08/2016	31/08/2016
11/2013	Plantation d'olivier sur 300 Ha	Taibi Boujemaa	19/06/2013	18/07/2013	18/07/2013	15/08/2013	09/09/2013	10/09/2013	4 626 000	25/09/2013	19/09/2015	19/09/2015	15/04/2016	19/04/2016
44/2012	Plantation d'olivier sur 240 Ha	Boughlala Mustapha	19/11/2012	11/12/2012	12/12/2012	14/12/2012	31/12/2012	26/02/2013	3 736 800	11/04/2013	16/07/2015	16/07/2015	15/04/2016	29/04/2016
13/2013	Plantation d'olivier sur 350 Ha	El Mouzazi Nouredin	19/06/2013	18/07/2013	18/07/2013	15/08/2013	09/09/2013	10/09/2013	6 132 000	26/09/2013	24/09/2015	24/09/2015	29/06/2016	01/07/2016
31/2013	Etudes techniques des PMH	ADI Sarl	19/06/2013	24/07/2013	24/07/2013	28/10/2013	29/11/2013	03/12/2013	989 682	26/12/2013	11/12/2014	28/11/2014	16/12/2014	09/01/2015
Conv 1/14	Alphabétisation fonctionnelle	Association Ennahda	27/06/2014	04/11/2014	04/11/2014	11/12/2014	31/12/2014	30/12/2014	319 997	20/10/2015	03/03/2016	03/03/2016	28/07/2016	03/08/2016
Conv 3/14	Alphabétisation fonctionnelle	Al Mountada Annissai	27/06/2014	04/11/2014	04/11/2014	11/12/2014	30/12/2014	30/12/2014	319 997	20/10/2015	03/03/2016	03/03/2016	28/07/2016	03/08/2016
29/2013	Etudes techniq hydroagricole	SEATCO	19/06/2013	24/07/2013	15/08/2013	31/10/2013	29/11/2013	03/12/2013	677 040	09/01/2014	10/11/2014	10/11/2014	16/12/2014	09/01/2015
28/2013	Plantation d'oliviers	El Mouzazi Nouredin	19/06/2013	18/07/2013	18/07/2013	31/10/2013	26/11/2013	03/12/2013	3 196 800	26/12/2013	25/09/2015	25/09/2015	26/04/2016	29/04/2016
20/2012	AT mise en œuvre du projet	CID	24/04/2012	07/06/2012	13/06/2012	13/08/2012	24/08/2012	18/09/2012	7 908 000	14/11/2012	15/02/2015	15/02/2015	18/09/2015	28/09/2015

Tableau 8 : Etat prévisionnel des paiements sur le prêt (en mUSD)

Catégories	Allocatio n initiale DTS	Allocatio n prêt \$ (A)	Paiement s au 30/11/16 (1)	Engagement s non payés (2)	Reste à engage r (3)	Total (1)+(2) + (3) = (B)	Reliqua t (A) - (B)	Reliqua t SDR
1. Aménagement et travaux	7 525	11 475	5 724	3 325	2 083	11 131	344	254
2. Véhicules	216	329	0	0	0	0	329	243
3. Equipements et matériels	923	1 408	232	6	903	1 141	267	197
4. Formation et animation	1 110	1 693	187	117	36	340	1 353	1 000
5. Appui technique national	1 685	2 570	0	0	0	0	2 570	1 898
6. Partenariat	429	654	127	243	121	490	164	121
7. Contrat de prestation de services	698	1 064	955	984	0	1 940	-875	-647
8. Etudes	680	1 037	223	334	66	624	413	305
Non alloué	1 474	2 248	0	0	0	0	2 248	1 661
Total	14 740	22 478	7 448	5 009	3 209	15 666	6 812	5 033

Tableau 9 : Etat prévisionnel des paiements sur don (en mUSD)

Catégories	Allocatio n initiale DTS	Allocatio n prêt \$ (A)	Paiement s au 30/11/16 (1)	Engagement s non payés (2)	Reste à engage r (3)	Total (1)+(2) + (3) = (B)	Reliqua t (A) - (B)	Reliqua t SDR
1. Aménagement et travaux	33	50	0	0	0	0	50	37
5. Appui technique national	83	127	0	0	0	0	127	94
7. Contrat de prestation de services	180	274	223	448	0	670	-396	-292
Non alloué	32	49	0	0	0	0	49	36
Total	328	500	223	448	0	670	-170	-126